CONSEIL MUNICIPAL DU 1er MARS 2022

ANNEXE DELIBERATION 2022-017 : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

RAPPORT PRÉSENTÉ AU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

AUDIERNE 2022

SOMMAIRE

INTRODUCTION 3

PARTIE 1 : LE CONTEXTE DE PREPARATION BUDGETAIRE 5

I. UN CONTEXTE NATIONAL DE RELANCE, D'INVESTISSEMENT ET DE NORMALISATION 5

II. UN CONTEXTE LOCAL INCERTAIN, ENTRE MULTIPLICATION DES MESURES DE SOUTIEN ET REFORMES AUX EFFETS DIFFICILEMENT PREVISIBLES 6

III. MESURES DE SOUTIEN ET DE RELANCE 7

IV. FISCALITE : POURSUITE DES REFORMES ET NOUVELLES DISPOSITIONS 7

V. AUTRES EVOLUTIONS A VENIR ET POINTS D'ATTENTION 8

PARTIE 2 : LE CONTEXTE FINANCIER DU BUDGET COMMUNAL EN 2021 10

I. SITUATION DES FINANCES AU TERME DU BUDGET DE 2021 10

II. COMPTE ADMINISTRATIF 2021 : LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 15

III. COMPTE ADMINISTRATIF 2021 : LA SECTION D'INVESTISSEMENT 26

IV. L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE (ENCOURS DE LA DETTE) 29

PARTIE 3 : GRANDES ORIENTATIONS DE LA COMMUNE POUR 2022 32

I. INVESTISSEMENT 32

II. FONCTIONNEMENT 36

III. LIEN COMMUNE D'AUDIERNE / EPCI : ELABORATION D'UN PACTE FINANCIER ET FISCAL 39

PARTIE 4 : CONCLUSION 48

PARTIE 5 : ANNEXES 49

INTRODUCTION

Article L.2312-1 CGCT

« Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Article D.2312-3 CGCT

A. – Le rapport prévu à l'article L.2312-1 comporte les informations suivantes :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. »

Article 13 de la Loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022

« I. - Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées.

II. - A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant : 1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

III. - L'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre correspond à un taux de croissance annuel de 1,2 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant »

A titre introductif au présent rapport d'orientations budgétaires, il convient d'indiquer que le budget primitif 2022, comme les précédents, s'attachera à répondre au mieux aux préoccupations des habitants de la commune, tout en intégrant les contraintes liées au contexte économique et aux orientations définies par le Gouvernement dans le cadre de la loi de finances pour 2022

PARTIE 1 : LE CONTEXTE DE PREPARATION BUDGETAIRE

I. UN CONTEXTE NATIONAL DE RELANCE, D'INVESTISSEMENT ET DE NORMALISATION

L'année 2021 a de nouveau été marquée par les conséquences sanitaires et économiques de la crise de la covid-19, malgré un rebond économique notable qui s'accompagne de la sortie ou de l'arrêt d'un certain nombre de mesures de soutien aux entreprises.

C'est dans ce contexte que la Loi de finances pour 2022 a été bâtie, le Ministre de l'Economie et des Finances la qualifiant ainsi de budget *« de relance, d'investissement et de normalisation ».*

La Loi de finances pour 2022 s'appuie sur des hypothèses macroéconomiques prévoyant notamment un ralentissement de la croissance et une réduction du déficit :

- En matière de croissance du PIB, si l'activité a été marquée en 2020 par une chute d'une ampleur inédite depuis l'après-guerre (-8,0 %), l'exercice 2021 s'est lui aussi soldé par un record : +7,0 %, soit le meilleur taux de croissance depuis 52 ans. Le chiffre de la croissance devrait atteindre +3,6 % en 2022, d'après les dernières estimations de la Banque de France publiées fin décembre 2021.
- En matière de finances publiques, le gouvernement a également revu mi-janvier ses prévisions de déficit public. Celui-ci devrait ainsi s'élever à 7,0 % du PIB en 2021, et à 5,0 % en 2022. S'agissant de la dette, elle atteindrait, après actualisation, 115,3 % du PIB en 2021, et devrait se stabiliser autour de 113,5 % à la fin 2022
- En matière d'inflation, il est constaté une hausse importante des prix en 2021, qui devrait se poursuivre en 2022 dans un contexte de fortes tensions sur les marchés de l'énergie et sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Selon l'indice retenu (indice des prix à la consommation *harmonisé* ou *non harmonisé)*, les économistes de l'INSEE et de la Banque de France tablent sur une inflation proche de 2,5 % pour 2022.
- Enfin, en matière d'emploi, l'INSEE estime dans sa note de conjoncture du 14 décembre dernier que le taux devrait refluer progressivement jusqu'à l'été 2022 pour atteindre 7,6 % de la population active.

Depuis le début de la crise de la covid-19, l'Etat français a multiplié les plans d'aides et de soutien en direction de nombreux publics touchés par les conséquences sanitaires et économiques de la pandémie : prise en charge du chômage partiel, prêts garantis aux entreprises, dispositifs divers d'étalement de charges ont ainsi rythmé l'année 2020 et le premier semestre de l'année 2021. Ces mesures palliatives qui revêtaient initialement un caractère d'urgence ont été accompagnées, dès septembre 2020, par l'annonce d'un plan de relance massif de 100 milliards d'euros, dont 40 milliards d'euros financés par l'Union européenne, sur la période 2020 – 2022. Axé autour de trois sujets principaux (compétitivité, écologie, cohésion sociale), les crédits de ce plan ont été engagés à hauteur de 72 milliards d'euros à la fin 2021, un chiffre légèrement supérieur aux 70 milliards d'euros qu'ambitionnait le gouvernement.

En plus de ce plan de relance de 100 milliards d'euros, inédit par son ampleur, l'Etat entend désormais mettre en œuvre un nouveau plan, cette fois qualifié « d'investissement », doté de 34 milliards d'euros sur cinq ans. Baptisé « France 2030 », il financera principalement les domaines suivants :

- 8 milliards d'euros pour le secteur de l'énergie,
- 6 milliards d'euros pour l'électronique et la robotique,
- 5 milliards d'euros pour les start-ups,
- 4 milliards d'euros pour les transports,
- 3 milliards d'euros pour la santé,
- 2,5 milliards d'euros pour la formation ;
- 2 milliards d'euros pour l'alimentation et le système agroalimentaire ;
- 2 milliards d'euros pour l'exploration spatiale et les fonds marins :

Plan de relance et plan d'investissement s'accompagnent de mesures sectorielles ou géographiques ciblées, dans un objectif de mieux identifier les segments de l'économie en difficulté et d'acter la fin du fameux « quoi qu'il en coûte ».

II. UN CONTEXTE LOCAL INCERTAIN, ENTRE MULTIPLICATION DES MESURES DE SOUTIEN ET REFORMES AUX EFFETS DIFFICILEMENT PREVISIBLES

Les collectivités locales, en première ligne depuis le début de la crise sanitaire, évoluent depuis deux années dans un nouvel environnement normatif, financier et fiscal. Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont été mis en avant par l'Etat comme l'instrument privilégié permettant aux collectivités locales d'accompagner leurs entreprises et leurs grands projets d'investissement dans le cadre de la relance. Depuis le début de la crise sanitaire, l'Etat a multiplié les plans de soutien et de relance auprès des collectivités, avec des résultats tantôt critiqués, tantôt salués. Les différents plans de soutien s'articulent notamment autour de la création de plusieurs dotations permettant la compensation de la perte de recettes de fonctionnement et/ou de capacité d'autofinancement des collectivités.

Quant aux différentes déclinaisons des plans de relance, elles sont le plus souvent intégrées au sein des dotations classiques d'investissement perçues par les collectivités.

III. MESURES DE SOUTIEN ET DE RELANCE

Clause de sauvegarde fiscale *(article 21 de la LFR3 du 30 juillet 2020, article 74 de la LFI pour 2021)*

- Concerne les collectivités du bloc communal ainsi que certains groupements de collectivités territoriales spécifiques.
- Mise en place pour 2020, reconduite pour 2021 (sauf pour les recettes domaniales).
- Vise à préserver les recettes fiscales des collectivités sur la base d'un panier de ressources globalisé (comparaison entre 2020 et une moyenne 2017-2019 et comparaison entre 2021 et une moyenne 2017-2019).
- Sa reconduction pour 2022 ne figure pas dans la Loi de finances pour 2022, en dépit des inquiétudes soulevées par de nombreuses collectivités sur la probable diminution de leur produit de CVAE.

Ces mesures, visant à préserver les marges de manœuvre des collectivités locales les plus durement touchées par la crise, s'accompagnent d'un volume d'investissements massif et inédit de l'Etat dans les collectivités locales. Le soutien de l'Etat à l'investissement local passe ainsi par plusieurs fonds et dotations, attribués aux différentes catégories de collectivités locales.

Ces dispositifs forment **une enveloppe de 2,5 milliards d'euros** selon les chiffres communiqués par la DGCL en octobre dernier :

- 950 millions d'euros de DSIL exceptionnelle en loi de finances rectificative pour 2020 ;
- 650 millions d'euros de DSIL « thermique » en loi de finances initiale pour 2021 ;
- 300 millions d'euros de DSID « thermique » en loi de finances initiales pour 2021 ;
- 600 millions d'euros de dotation régionale d'investissement.

Enfin, le budget 2022 abonde de 337 millions d'euros supplémentaires la DSIL, afin de compléter le financement des CRTE.

IV. FISCALITE : POURSUITE DES REFORMES ET NOUVELLES DISPOSITIONS

Initiée bien avant le début de la crise sanitaire, la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et son remplacement par d'autres ressources atteint sa dernière phase. En 2022, parmi les contribuables qui s'acquittent encore de cet impôt, le dégrèvement atteindra 65 %. En 2023, plus aucun contribuable ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

Pour les communes, la ressource de remplacement est constituée de la taxe foncière sur les propriétés bâties départementale. Le taux qui a été voté en 2021 était donc, s'il n'y a pas eu de décision politique orientant vers une hausse ou une baisse de la pression fiscale, la somme des taux communaux et départementaux. Le même schéma devra s'appliquer pour 2022 et pour les années suivantes.

Pour les EPCI à fiscalité propre, la ressource de remplacement est constituée par une fraction de TVA.

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives dépend désormais de l'évolution de l'inflation (IPCH) constatée entre novembre N-2 et novembre N-1.

La revalorisation des valeurs locatives sera de 3,4 % en 2022 (contre 0.02% en 2021).

Il convient également de souligner que les ressources perdues par les collectivités au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la CFE des établissements industriels continueront d'être compensées de manière dynamique par l'Etat.

Enfin, trois nouvelles mesures fiscales sont intégrées à la Loi de finances pour 2022 :

- Article 177 : mise en place d'une compensation d'exonération fiscale au profit des collectivités locales pour la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux. Seront concernés par cette mesure les logements sociaux agréés entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2026. La compensation sera intégrale et effective pour une durée de dix années.
- Article 109 : partage de la taxe d'aménagement. Désormais, même si c'est la commune qui perçoit le produit de taxe d'aménagement, elle sera dans l'obligation de prévoir un reversement partiel ou total de la taxe au profit de l'EPCI.
- Article 197 : précisions sur la révision unilatérale des attributions de compensation. Le code général des impôts permet à un EPCI confronté à une baisse de ses bases et de son produit fiscal de réduire les attributions de compensation de ses communes, sans qu'il n'y ait besoin d'obtenir l'accord de ces dernières. La LFI pour 2022 précise que la réduction peut être opérée soit sur l'attribution de la commune sur laquelle la perte est constatée, soit de manière solidaire sur l'ensemble des communes. Par ailleurs, la révision ne peut avoir pour effet de réduire de plus de 5 % les recettes réelles de fonctionnement de la commune.

V. AUTRES EVOLUTIONS A VENIR ET POINTS D'ATTENTION

1. Dotation globale de fonctionnement

Les prochaines années devraient être marquées par les conséquences de la réforme des indicateurs financiers et fiscaux servant au calcul de la DGF et des mécanismes de péréquation tels que le FPIC ou le FSRIF. La LFI pour 2022 intègre des évolutions notables sur les méthodes de calcul du potentiel financier et de l'effort fiscal des collectivités qui, combinées aux différentes réformes en cours, auront des effets importants sur les niveaux de dotations à percevoir.

Toutefois, les effets de la réforme seront neutralisés pour 2022.

La réforme soulève un certain nombre de questions quant à la pertinence des seuils d'éligibilité et de garantie des différentes composantes de la DGF et du FPIC.

Toujours en matière de DGF, la Loi de finances prévoit une enveloppe comparable à 2021 à périmètre constant. Comme les années précédentes, il est prévu d'écrêter la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI afin de financer l'augmentation des enveloppes dédiées à la dotation de solidarité urbaine (DSU : + 95 millions d'euros) et à la dotation de solidarité rurale (DSR : + 95 millions d'euros). La DNP verrait son enveloppe inchangée pour la 8ème année consécutive.

Soulignons enfin que le seuil d'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes est relevé. Désormais, seules les communes ayant un potentiel fiscal par habitant pondéré supérieur à 85 % de la moyenne *(contre 75 % auparavant)* seront écrêtées.

2. Fonds de compensation pour la TVA

Le FCTVA verrait son enveloppe maintenue à 6,5 milliards d'euros. Les dépenses relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme ainsi qu'à la numérisation du cadastre retrouvent l'éligibilité au FCTVA, grâce à une disposition contenue dans la Loi de finances rectificative pour 2021 du 19 juillet dernier.

Enfin, 2022 sera également la deuxième année de mise en œuvre de l'automatisation du traitement du fonds. Aussi, en 2022, les collectivités percevant le fonds un an après la dépense éligible seront donc concernées par l'automatisation, tout comme celles qui la perçoivent l'année même de la dépense.

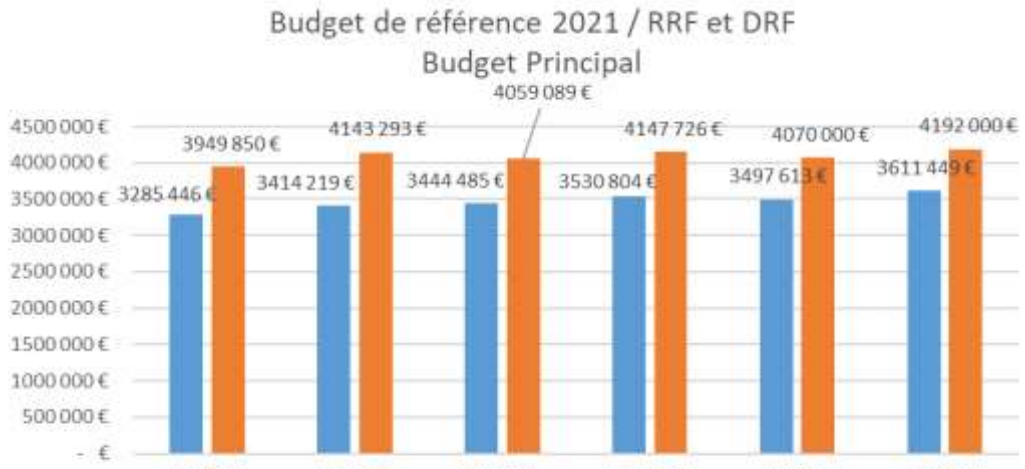
PARTIE 2 : LE CONTEXTE FINANCIER DU BUDGET COMMUNAL EN 2021

I. SITUATION DES FINANCES AU TERME DU BUDGET DE 2021

Légende :
DRF : Dépenses réelles de fonctionnement
RRF : Recettes réelles de fonctionnement
BP : Budget Prévisionnel
CA : Compte Administratif

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHIFFRES : COMPTE ADMINISTRATIF 2021)

(Dépenses réelles de fonctionnement et recettes réelles de fonctionnement)

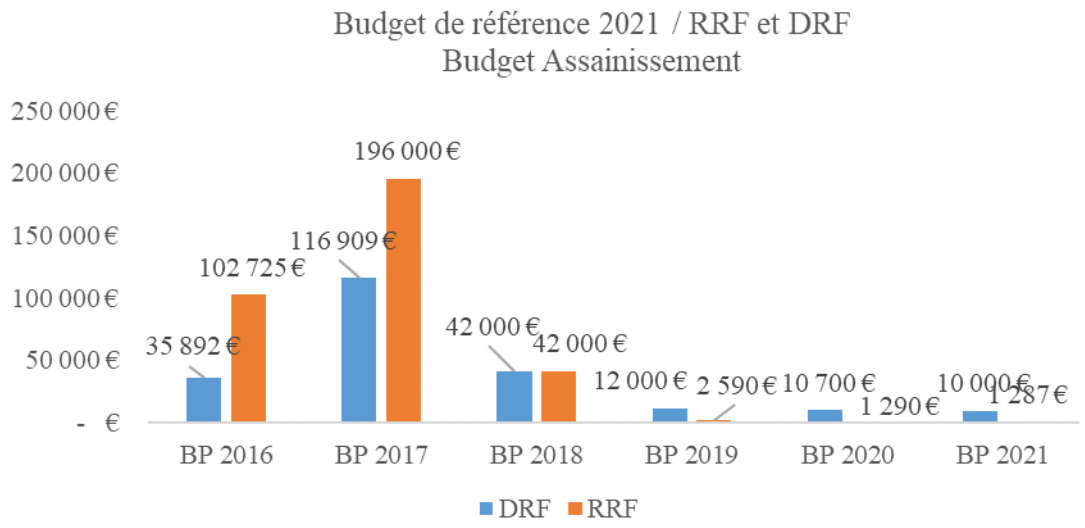


BUDGET PRINCIPAL

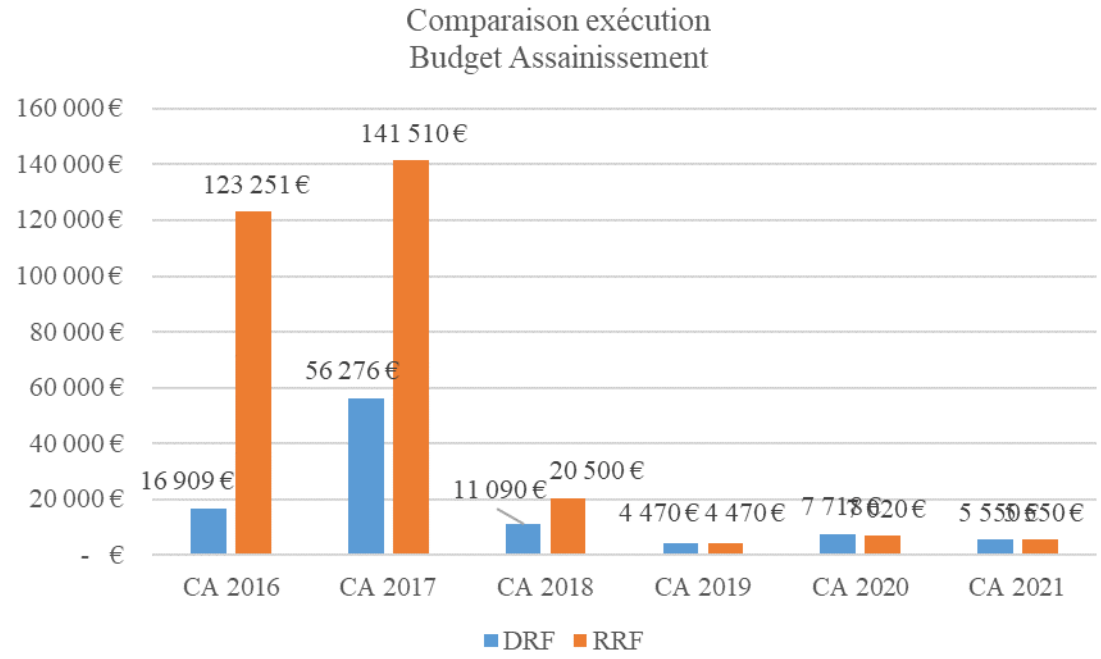
	DRF	RRF
BP 2016	3 285 446 €	3 949 850 €
BP 2017	3 414 219 €	4 143 293 €
BP 2018	3 444 485 €	4 059 089 €
BP 2019	3 530 804 €	4 147 726 €
BP 2020	3 497 613 €	4 070 000 €
BP 2021	3 611 449 €	4 192 000 €

	DRF	RRF
CA 2016	3 063 092 €	4 047 840 €
CA 2017	3 299 070 €	4 264 057 €
CA 2018	3 133 494 €	4 012 810 €
CA 2019	3 168 817 €	4 249 245 €
CA 2020	3 158 979 €	4 336 363 €
CA 2021	**3 372 807 €**	**4 473 796 €**

BUDGET ASSAINISSEMENT

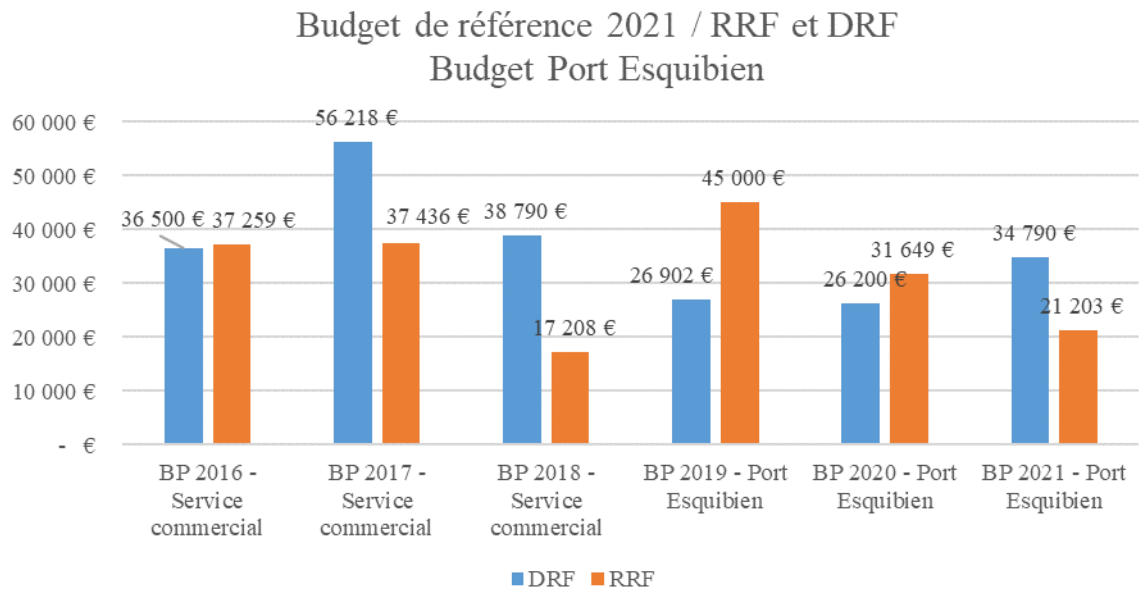


	DRF	RRF
BP 2016	35 892 €	102 725 €
BP 2017	116 909 €	196 000 €
BP 2018	42 000 €	42 000 €
BP 2019	12 000 €	2 590 €
BP 2020	10 700 €	1 290 €
BP 2021	10 000 €	1 287 €

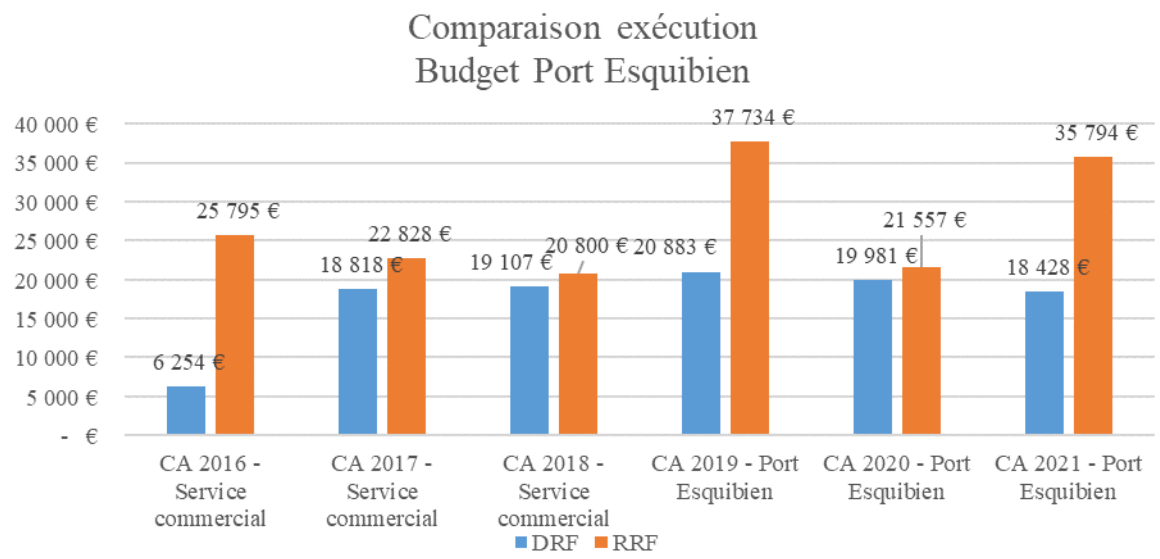


	DRF	RRF
CA 2016	16 909 €	123 251 €
CA 2017	56 276 €	141 510 €
CA 2018	11 090 €	20 500 €
CA 2019	4 470 €	4 470 €
CA 2020	7 718 €	7 020 €
CA 2021	**5 550 €**	**5 550 €**

BUDGET PORT D'ESQUIBIEN

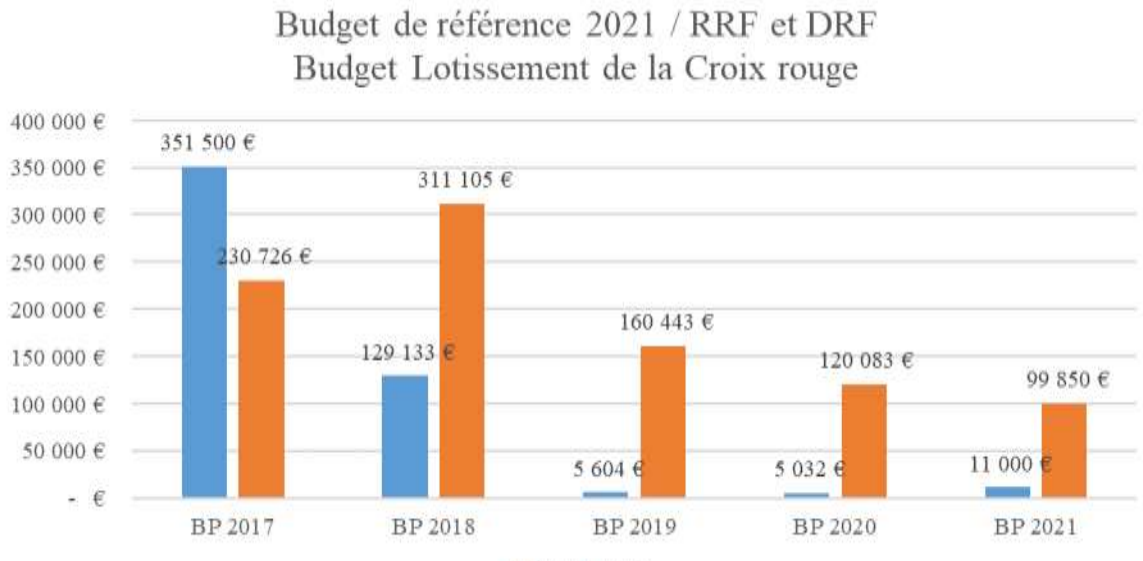


	DRF	RRF
BP 2016 - Service commercial	36 500 €	37 259 €
BP 2017 - Service commercial	56 218 €	37 436 €
BP 2018 - Service commercial	38 790 €	17 208 €
BP 2019 - Port Esquibien	26 902 €	45 000 €
BP 2020 - Port Esquibien	26 200 €	31 649 €
BP 2021 - Port Esquibien	34 790 €	21 203 €

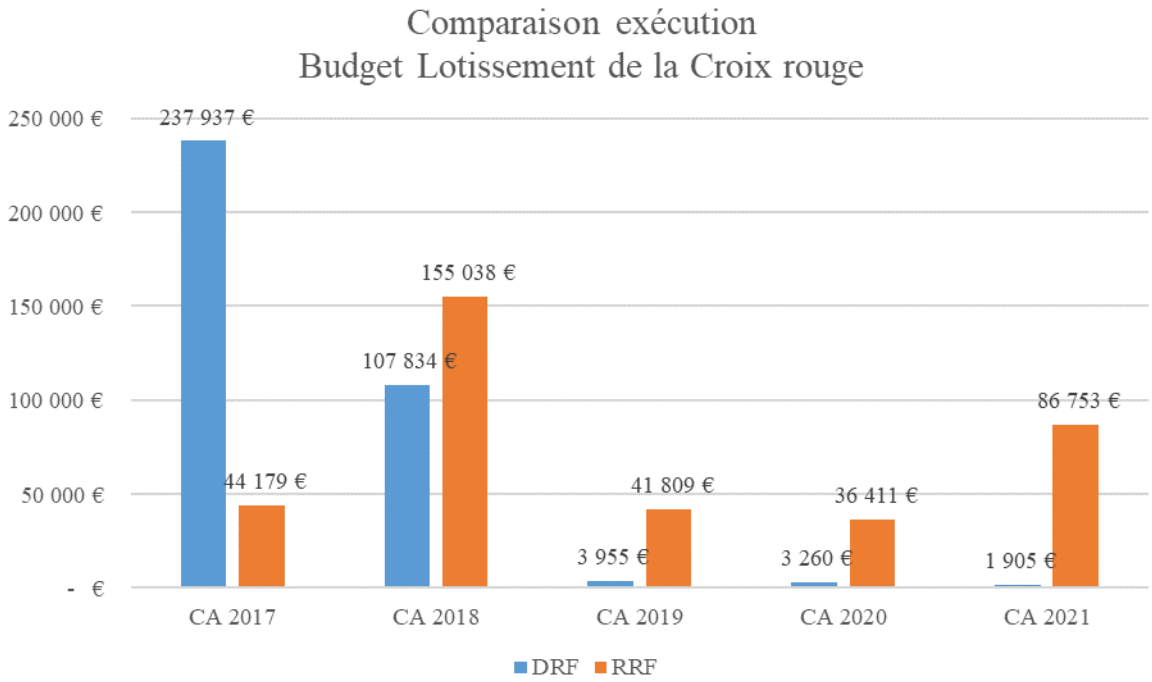


	DRF	RRF
CA 2016 – Service commercial	6 254 €	25 795 €
CA 2017 - Service commercial	18 818 €	22 828 €
CA 2018 - Service commercial	19 107 €	20 800 €
CA 2019 - Port Esquibien	20 883 €	37 734 €
CA 2020 - Port Esquibien	19 981 €	21 557 €
CA 2021 - Port Esquibien	**18 428 €**	**35 794 €**

BUDGET LOTISSEMENT DE LA CROIX ROUGE



	DRF	RRF
BP 2017	351 500 €	230 726 €
BP 2018	129 133 €	311 105 €
BP 2019	5 604 €	160 443 €
BP 2020	5 032 €	120 083 €
BP 2021	11 000 €	99 850 €



	DRF	RRF
CA 2017	237 937 €	44 179 €
CA 2018	107 834 €	155 038 €
CA 2019	3 955 €	41 809 €
CA 2020	3 260 €	36 411 €
CA 2021	**1 905 €**	**86 753 €**

2. Section d'investissement (chiffres : Compte administratif 2021)

<u>Budget Principal</u> : Solde de l'exercice 2021, hors solde d'exécution positif reporté et hors restes à réaliser :

- Dépenses réelles d'investissement : 2 402 186,72 €
- Recettes réelles d'investissement : 2 963 261,55 €

<u>Budget Assainissement</u> : Pas de section d'investissement

<u>Budget Port d'Esquibien</u> : Solde de l'exercice 2021, hors solde d'exécution positif reporté et hors restes à réaliser :

- Dépenses réelles d'investissement : 7 035,00 €
- Recettes réelles d'investissement : 0 €

<u>Budget Lotissement de la Croix Rouge</u> : Solde de l'exercice 2021, hors solde d'exécution positif reporté et hors restes à réaliser :

- Dépenses réelles d'investissement : 18 666,68 €
- Recettes réelles d'investissement : 0 €

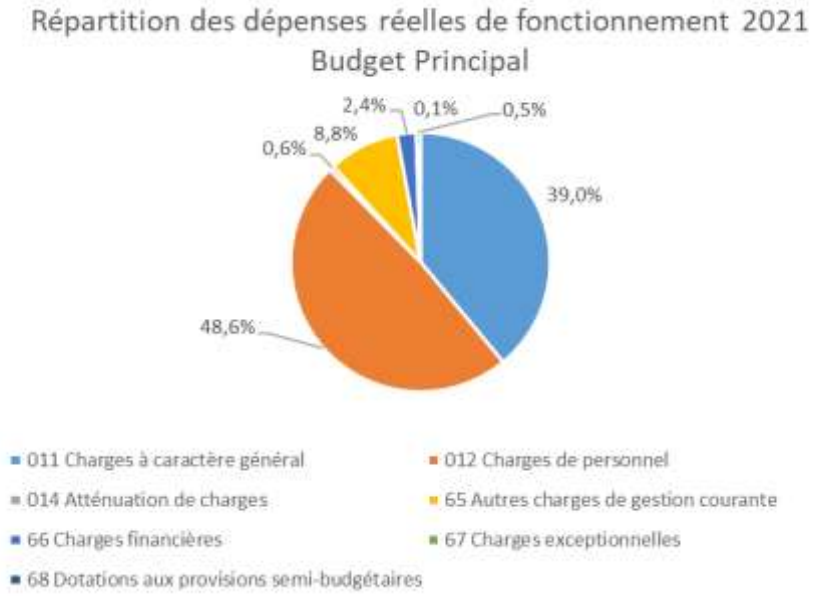
II. COMPTE ADMINISTRATIF 2021 : LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

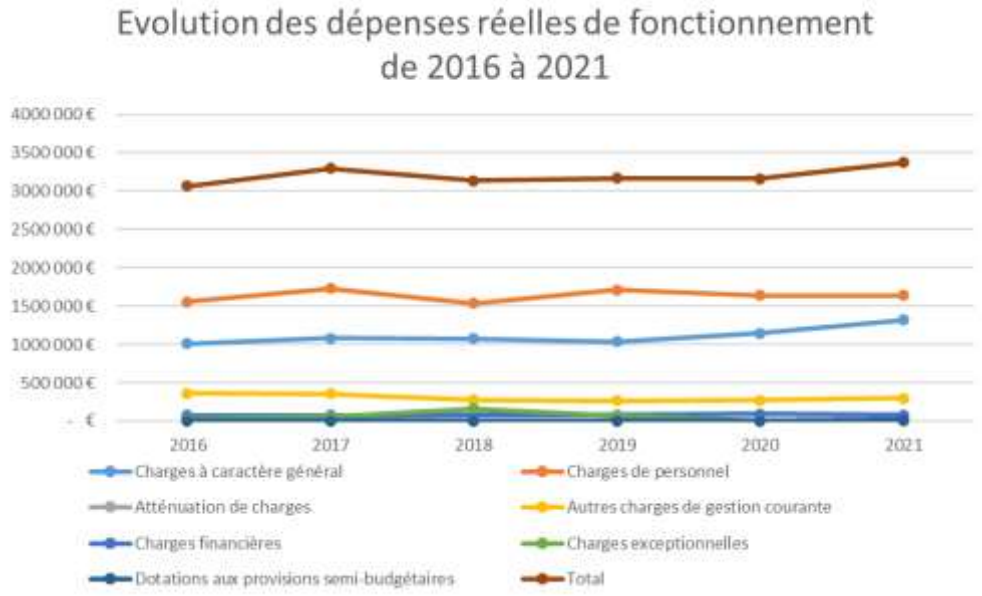
LIBELLE	MONTANTS
BUDGET PRINCIPAL	
Dépenses de fonctionnement	3 778 018,95 €
Recettes de fonctionnement	4 670 239,94 €
Résultat positif de fonctionnement de l'exercice 2021	**892 220,99 €**
BUDGET ASSAINISSEMENT	
Dépenses de fonctionnement	5 550,00 €
Recettes de fonctionnement	5 550,00 €
Résultat de fonctionnement de l'exercice 2021	**0 €**
BUDGET SERVICE PORT D'ESQUIBIEN	
Dépenses de fonctionnement	19 638,16 €
Recettes de fonctionnement	35 793,86 €
Résultat positif de fonctionnement de l'exercice 2021	**16 155,70 €**
BUDGET LOTISSEMENT DE LA CROIX ROUGE	
Dépenses de fonctionnement	176 355,27 €
Recettes de fonctionnement	86 752,81 €
Résultat négatif de fonctionnement de l'exercice 2021	**- 89 602,46 €**

1. Les dépenses réelles de fonctionnement

BUDGET PRINCIPAL

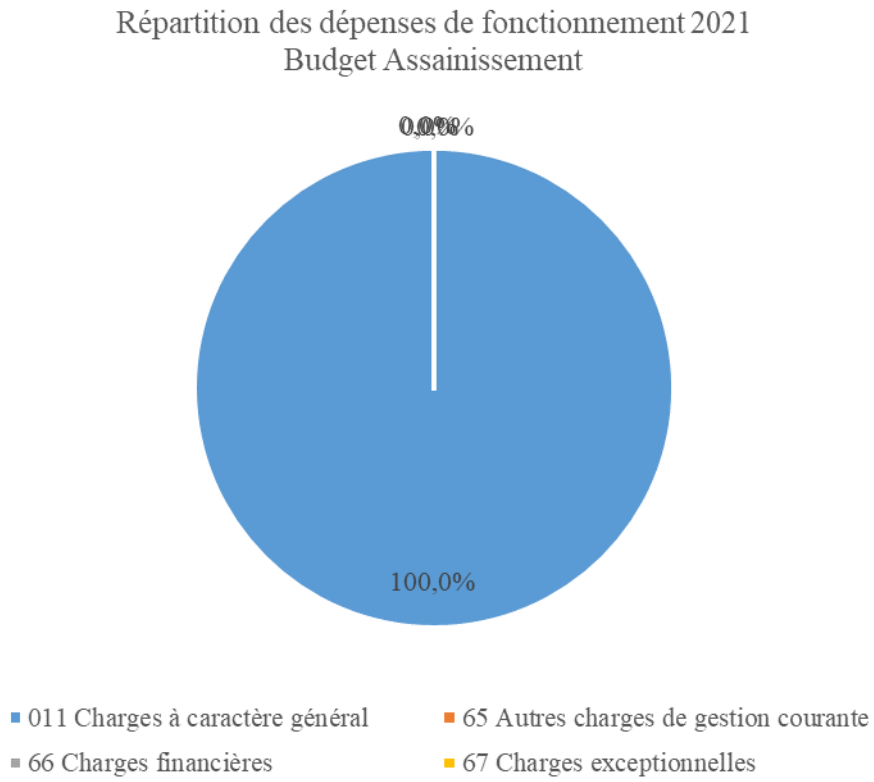
Chapitre	Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	%
011	Charges à caractère général	1 009 487 €	1 080 138 €	1 071 855 €	1 037 691 €	1 144 804 €	1 315 847 €	39,0%
012	Charges de personnel	1 554 368 €	1 729 956 €	1 534 776 €	1 712 626 €	1 641 181 €	1 640 251 €	48,6%
014	Atténuation de charges	36 918 €	- €	- €	- €	- €	19 927 €	0,6%
65	Autres charges de gestion courante	361 842 €	357 206 €	276 972 €	266 123 €	272 470 €	298 425 €	8,8%
66	Charges financières	73 434 €	75 155 €	87 499 €	79 808 €	91 545 €	79 496 €	2,4%
67	Charges exceptionnelles	27 043 €	56 615 €	162 393 €	72 569 €	8 978 €	1 837 €	0,1%
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires	- €	- €	- €	- €	- €	17 024 €	0,5%
	Total	**3 063 092 €**	**3 299 070 €**	**3 133 494 €**	**3 168 817 €**	**3 158 979 €**	**3 372 807 €**	**100,0%**

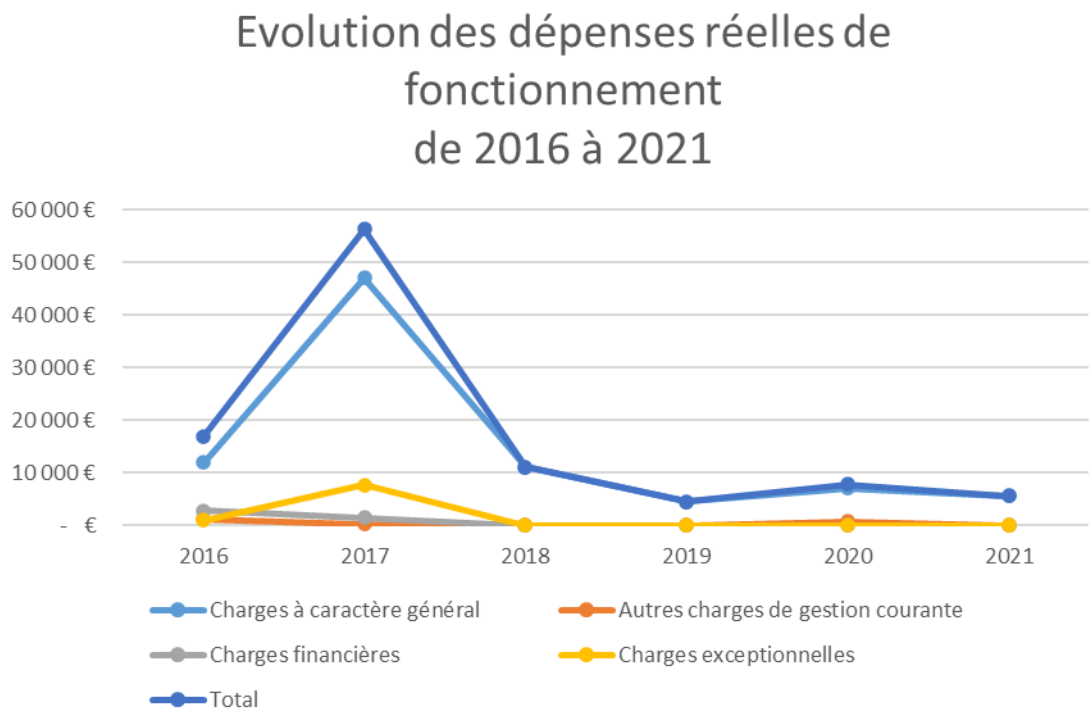




BUDGET ASSAINISSEMENT

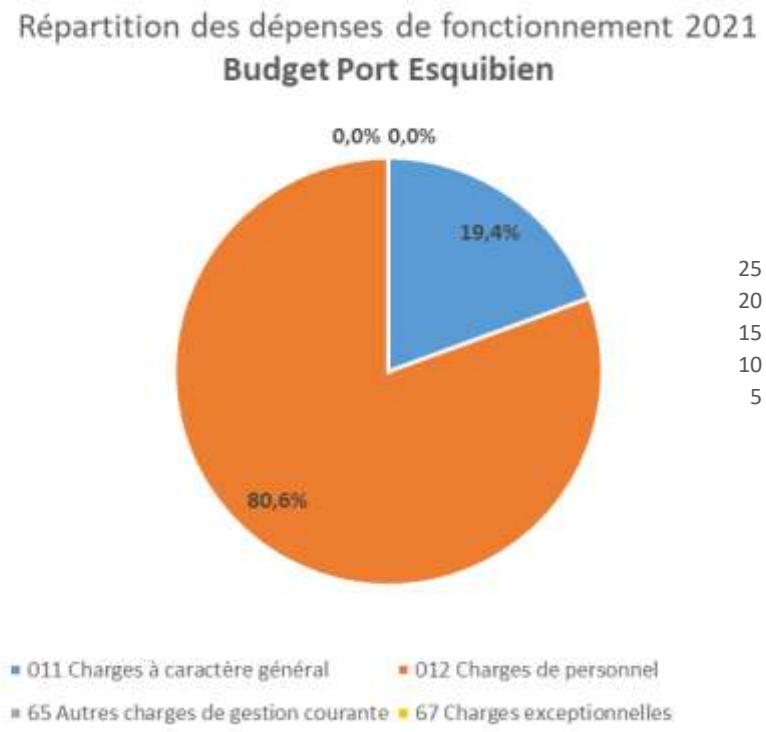
Chapitre	Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	%
011	Charges à caractère général	11 933 €	47 088 €	11 090 €	4 470 €	7 020 €	5 550 €	100,0%
65	Autres charges de gestion courante	1 185 €	159 €	- €	- €	698 €	- €	0,0%
66	Charges financières	2 836 €	1 424 €	- €	- €	- €	- €	0,0%
67	Charges exceptionnelles	955 €	7 605 €	- €	- €	- €	- €	0,0%
	Total	**16 909 €**	**56 276 €**	**11 090 €**	**4 470 €**	**7 718 €**	**5 550 €**	**100,0%**

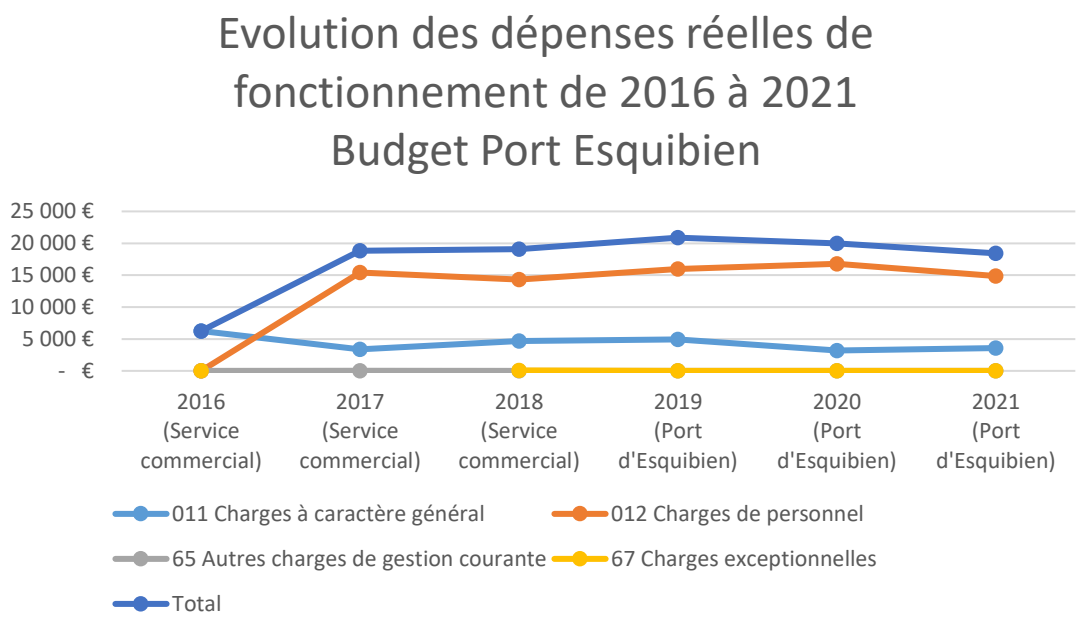




BUDGET PORT D'ESQUIBIEN

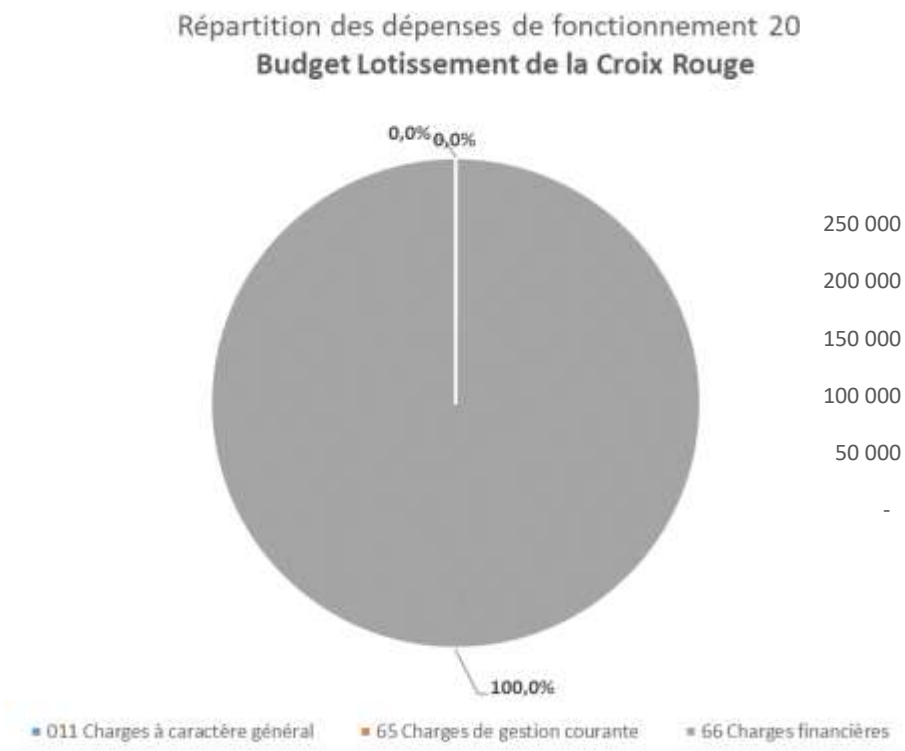
Chapitre	Libellé	2016 (Service commercial)	2017 (Service commercial)	2018 (Service commercial)	2019 (Port d'Esquibien)	2020 (Port d'Esquibien)	2021 (Port d'Esquibien)	%
011	Charges à caractère général	6 254 €	3 373 €	4 696 €	4 918 €	3 196 €	3 580 €	19,4%
012	Charges de personnel	- €	15 430 €	14 340 €	15 966 €	16 785 €	14 848 €	80,6%
65	Autres charges de gestion courante	- €	15 €	- €	- €	- €	- €	0,0%
67	Charges exceptionnelles	- €		72 €	- €	- €	- €	0,0%
	Total	**6 254 €**	**18 818 €**	**19 107 €**	**20 883 €**	**19 981 €**	**18 428 €**	**100,0%**

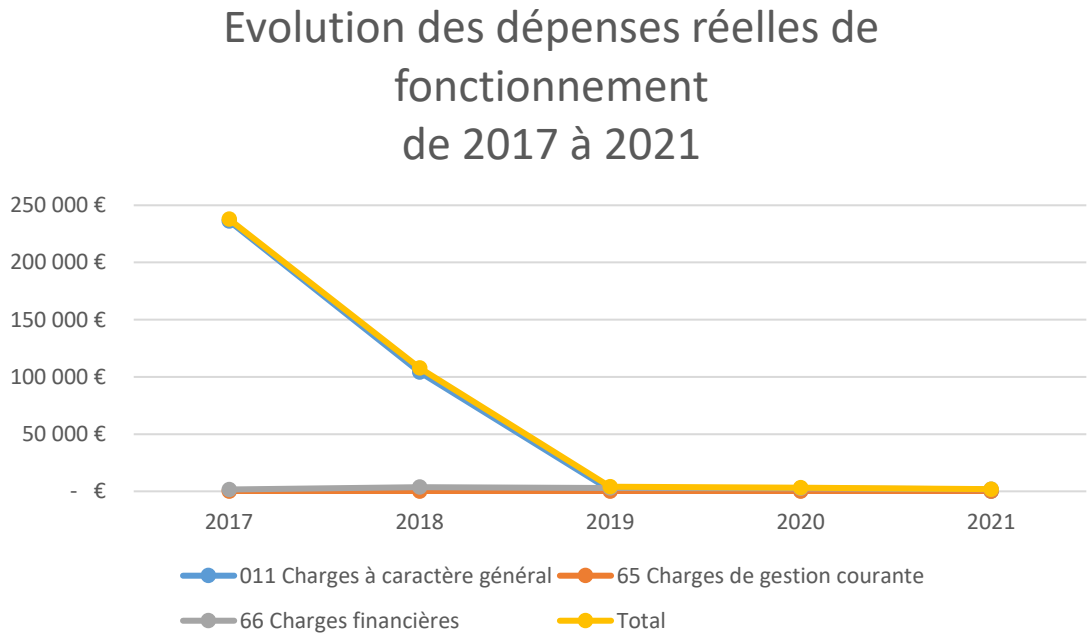




BUDGET LOTISSEMENT DE LA CROIX ROUGE

Chapitre	Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	%
011	Charges à caractère général	236 340 €	104 233 €	1 180 €	700 €	- €	0,0%
65	Charges de gestion courante	- €	- €	0,34 €	- €	0,27 €	0,0%
66	Charges financières	1 597 €	3 601 €	2 775 €	2 560 €	1 905 €	100,0%
	Total	**237 937 €**	**107 834 €**	**3 955 €**	**3 260 €**	**1 905 €**	**100,0%**





a) Les charges de personnel

Pour l'année 2021, les charges de personnel ont pris en compte :

I. Agents titulaires et stagiaires

Mouvements intervenus en 2021 ou tout début 2022 :

- 3 nominations en qualité de stagiaire (2 en 2021 et 1 au 1er janvier 2022) ;
- 3 titularisations ;
- 1 avancement de grade ;
- 1 mutation externe ;
- 2 disponibilités ;
- 4 départs en retraite ;

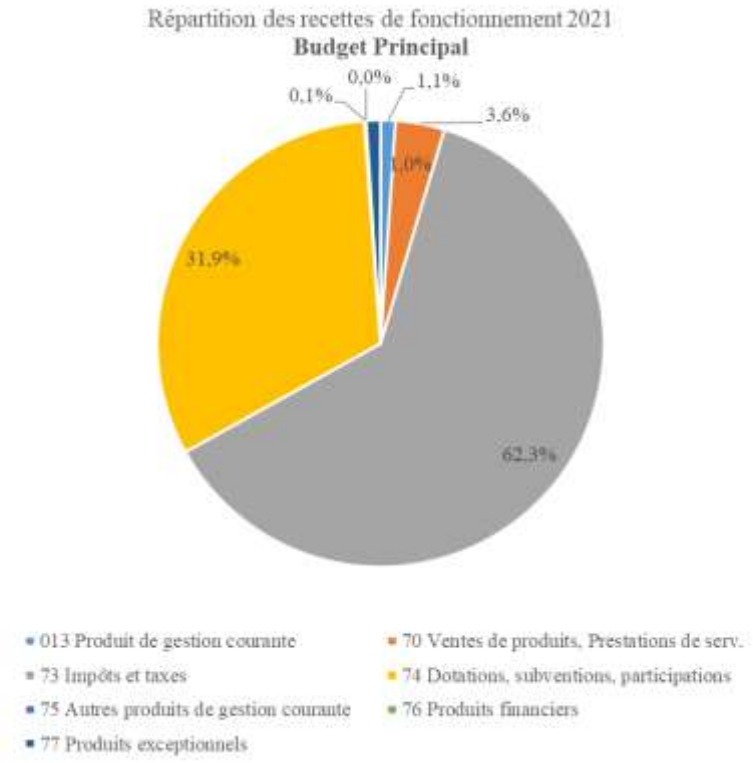
II. Agents contractuels :

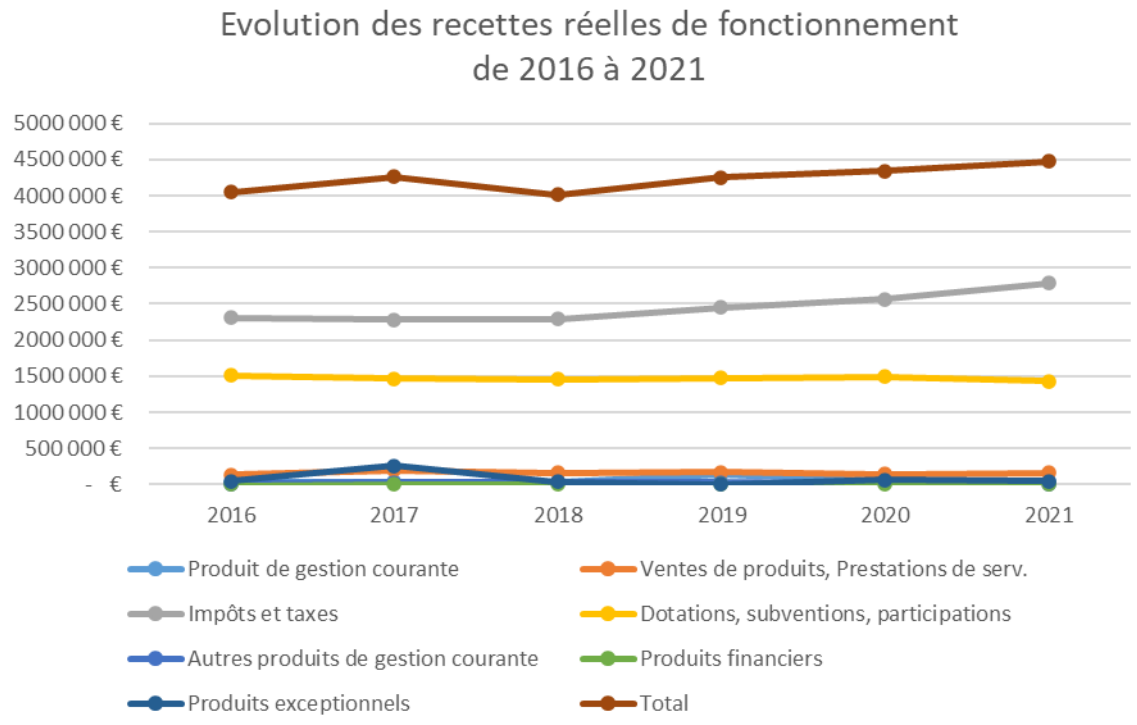
- Recrutement de 4 contractuels : postes d'agents techniques
- Recrutement au 1er octobre d'une cheffe de projet « Petites Villes de Demain » par la Communauté de Communes, poste financé par subventions à hauteur de 75% et participation des communes d'Audierne et Plouhinec pour moitié chacune des 25% restant, soit 12.5% pour la Commune d'Audierne ;
- Recrutement d'une archiviste pendant 6 mois ;

2. Les recettes reelles de fonctionnement (chiffres : Compte administratif 2021)

BUDGET PRINCIPAL

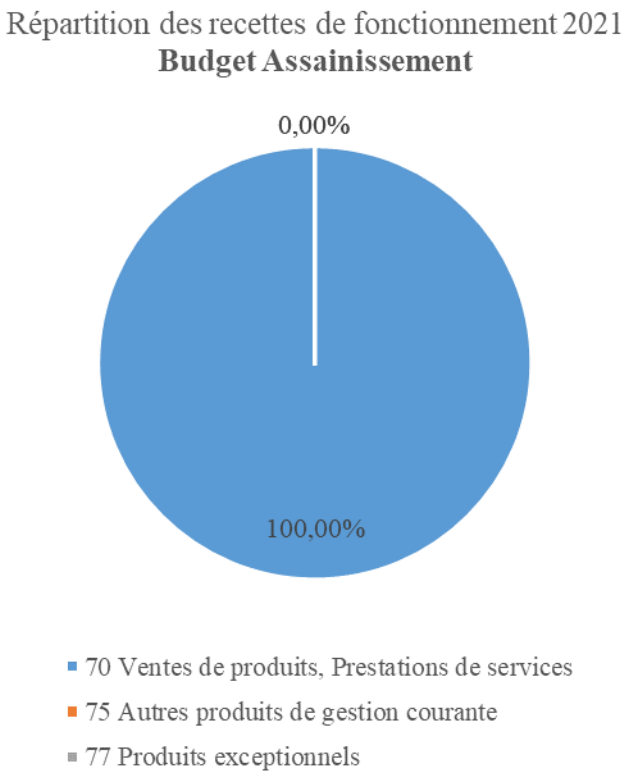
Chapitre	Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	%
013	Produit de gestion courante	28 366 €	35 763 €	41 405 €	131 154 €	56 227 €	47 964 €	1,1%
70	Ventes de produits, Prestations de serv.	132 166 €	196 389 €	163 611 €	166 454 €	140 870 €	158 959 €	3,6%
73	Impôts et taxes	2 312 649 €	2 286 030 €	2 290 197 €	2 449 908 €	2 563 486 €	2 787 362 €	62,3%
74	Dotations, subventions, participations	1 511 837 €	1 463 834 €	1 456 892 €	1 472 661 €	1 494 841 €	1 427 033 €	31,9%
75	Autres produits de gestion courante	12 153 €	24 987 €	24 153 €	27 141 €	20 479 €	5 992 €	0,1%
76	Produits financiers	- €	771 €	8 €	614 €	5 €	12 €	0,0%
77	Produits exceptionnels	50 669 €	256 284 €	36 545 €	1 314 €	60 455 €	46 475 €	1,0%
	Total	**4 047 840 €**	**4 264 057 €**	**4 012 810 €**	**4 249 245 €**	**4 336 363 €**	**4 473 796 €**	**100,0%**

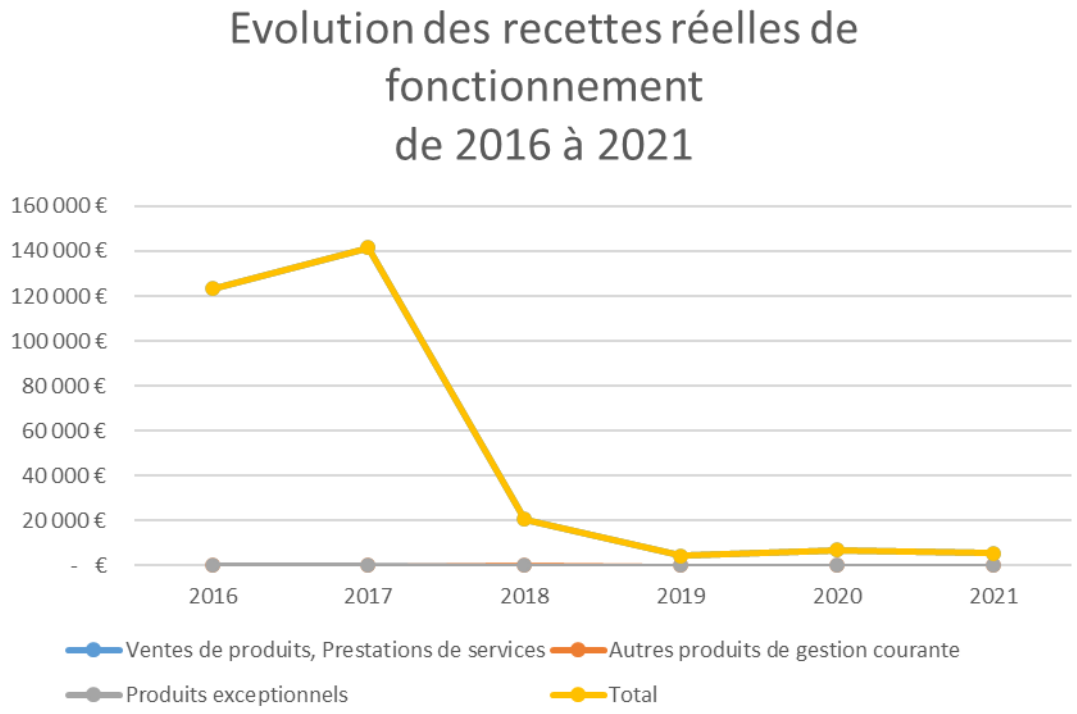




BUDGET ASSAINISSEMENT

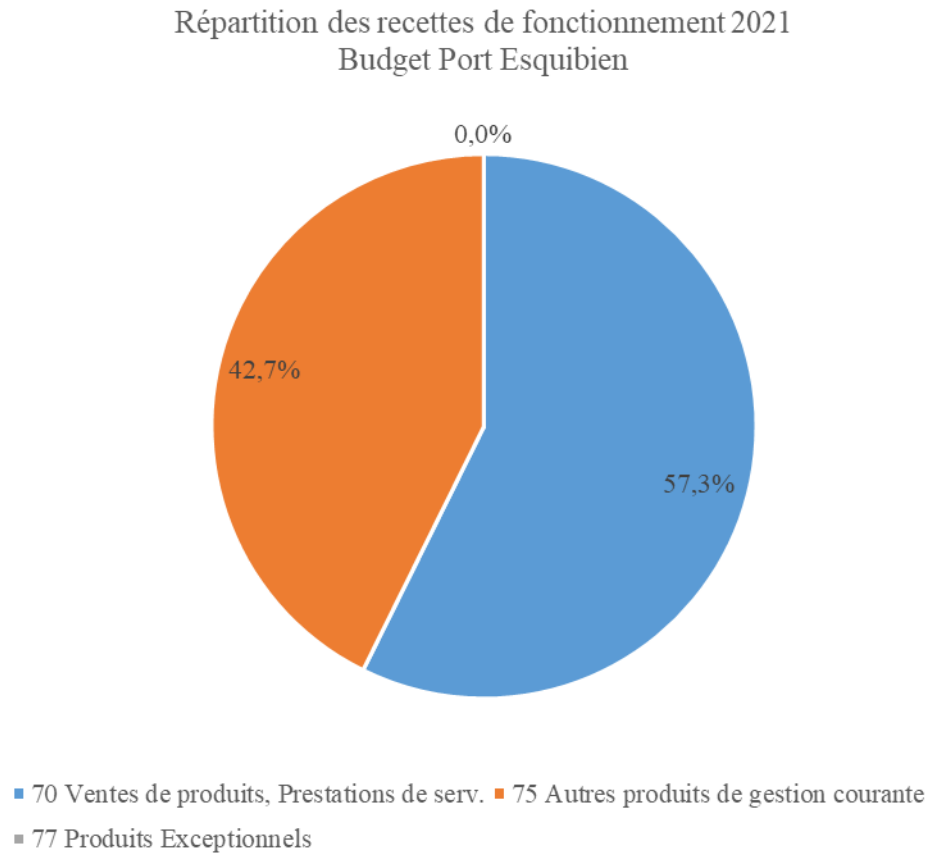
Chapitre	Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	%
70	Ventes de produits, Prestations de services	123 204 €	141 496 €	20 500 €	4 470 €	7 020 €	5 550 €	100,00%
75	Autres produits de gestion courante	- €	- €	0,45 €	- €	- €	- €	0,00%
77	Produits exceptionnels	47 €	14 €	- €	- €	- €	- €	0,00%
	Total	**123 251 €**	**141 510 €**	**20 500 €**	**4 470 €**	**7 020 €**	**5 550 €**	**100,0 %**

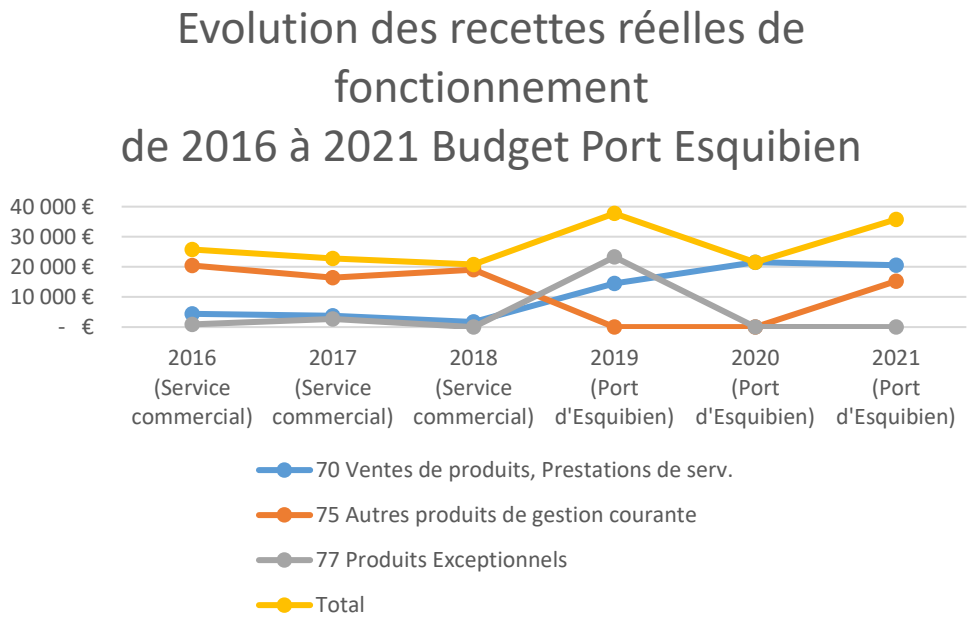




BUDGET PORT D'ESQUIBIEN

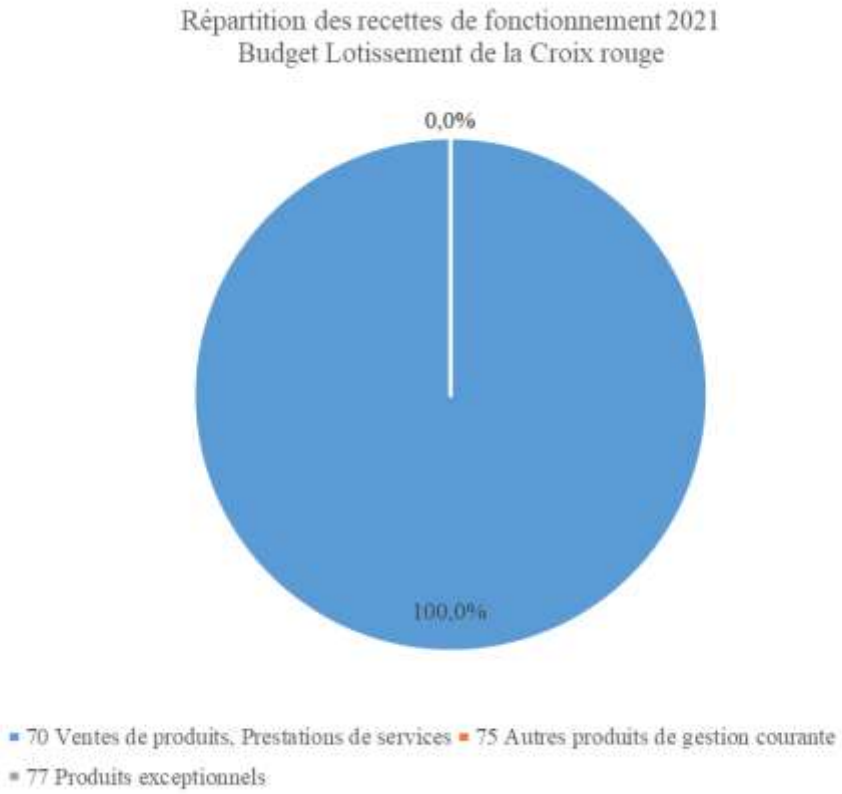
Chapitre	Libellé	2016 (Service commercial)	2017 (Service commercial)	2018 (Service commercial)	2019 (Port d'Esquibien)	2020 (Port d'Esquibien)	2021 (Port d'Esquibien)	%
70	Ventes de produits, Prestations de serv.	4 436 €	3 777 €	1 697 €	14 460 €	21 543 €	20 520 €	57,3%
75	Autres produits de gestion courante	20 451 €	16 380 €	19 103 €	- €	- €	15 274 €	42,7%
77	Produits Exceptionnels	909 €	2 670 €	- €	23 274 €	14 €	- €	0,0%
	Total	**25 795 €**	**22 828 €**	**20 800 €**	**37 734 €**	**21 557 €**	**35 794 €**	**100,0%**

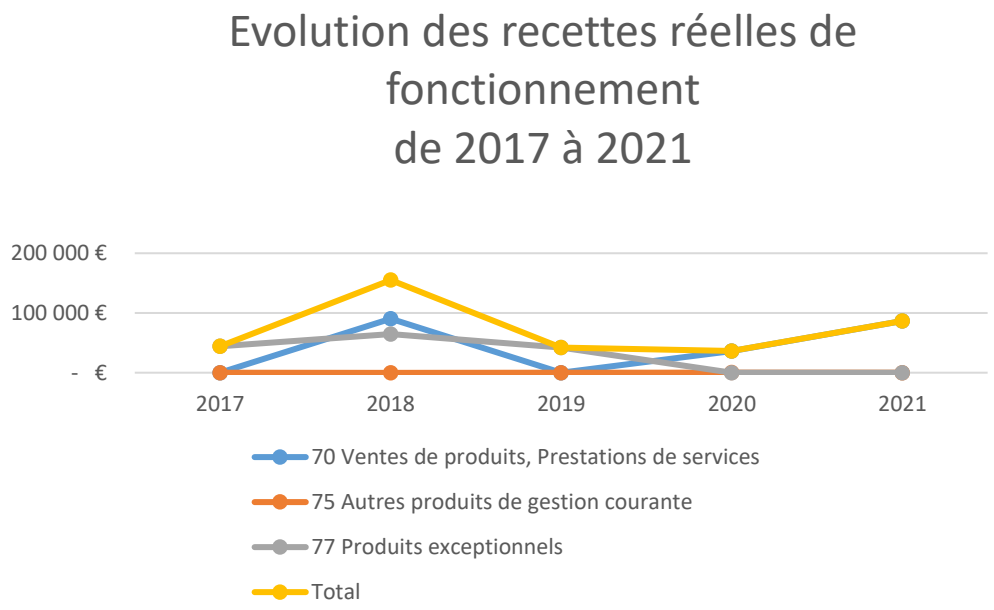




BUDGET LOTISSEMENT DE LA CROIX ROUGE

Chapitre	Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	%
70	Ventes de produits, Prestations de services	- €	90 356 €	- €	36 335 €	86 753 €	100,0%
75	Autres produits de gestion courante	- €	1 €	- €	76 €	- €	0,0%
77	Produits exceptionnels	44 179 €	64 682 €	41 809 €	- €	- €	0,0%
	Total	**44 179 €**	**155 038 €**	**41 809 €**	**36 411 €**	**86 753 €**	**100,0%**





De façon générale, l'évolution des recettes de fonctionnement varie selon leur nature.

Y participent notamment l'application des dispositions prévues par la Loi de Finances, l'évolution des services rendus à la population, l'augmentation des bases des impôts directs notifiés par les services fiscaux.

Les impôts et taxes perçus par la commune concernent les taxes directes suivantes :

- Taxe d'habitation ;
- Taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties.

L'attribution de compensation versée par la communauté de communes du Cap-Sizun-Pointe-du-Raz devrait être en légère hausse (aucun nouveau transfert de compétence n'est prévu en 2022).

La dotation de solidarité communautaire et la répartition de la dotation du fonds de péréquation des recettes communales et intercommunales seront définies par la communauté de communes en cours d'année 2022 en application des instructions de l'Etat.

III. COMPTE ADMINISTRATIF 2021 : LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT

En 2021, les dépenses d'investissement ont concerné essentiellement (dépenses TTC arrondies au millier) :

- Budget Principal :
  - Travaux au Cinéma : 10 000 €
  - Travaux aux Halles : 20 000 €
  - Acquisition matériel roulant : 178 000 € (3 véhicules : 2 Fourgons Master et un tractopelle)
  - Travaux à l'école Pierre Le Lec : 28 000 €
  - Travaux d'aménagement du littoral : 190 000 €
  - Aménagement aire de jeux pour enfants du Môle : 75 000 €
  - Hôtel de Ville : 3 000 €
  - Travaux de voies et réseaux : 1 060 000 €
  - Réhabilitation du mât Fenoux : 6 000 €
  - Musée Maritime : 5 000 €
  - Sanitaires front de mer : 2 000 €
  - Ancien collège Saint-Joseph : 32 000 €
  - Ecole Pierre Le Lec / Pôle enfance : 9 000 €
  - Acquisition de terrains : 1 € (achat maison société Reflex)
  - Révision du PLU : 14 000 €
  - Enfouissement de réseaux : 38 000 €
  - Signalétique générale : 33 000 €
  - Liaisons douces : 9 000 €
  - Théâtre Georges Madec : 9 000 €
  - Mairie d'Esquibien : 400 €
  - Acquisition de matériel et mobilier : 97 000 €
  - Illumination de Noël : 18 000 €
  - Rue Marcellin Berthelot : 11 000 €

2. Les recettes d'investissement

Les principales recettes d'investissement se décomposent comme suit :

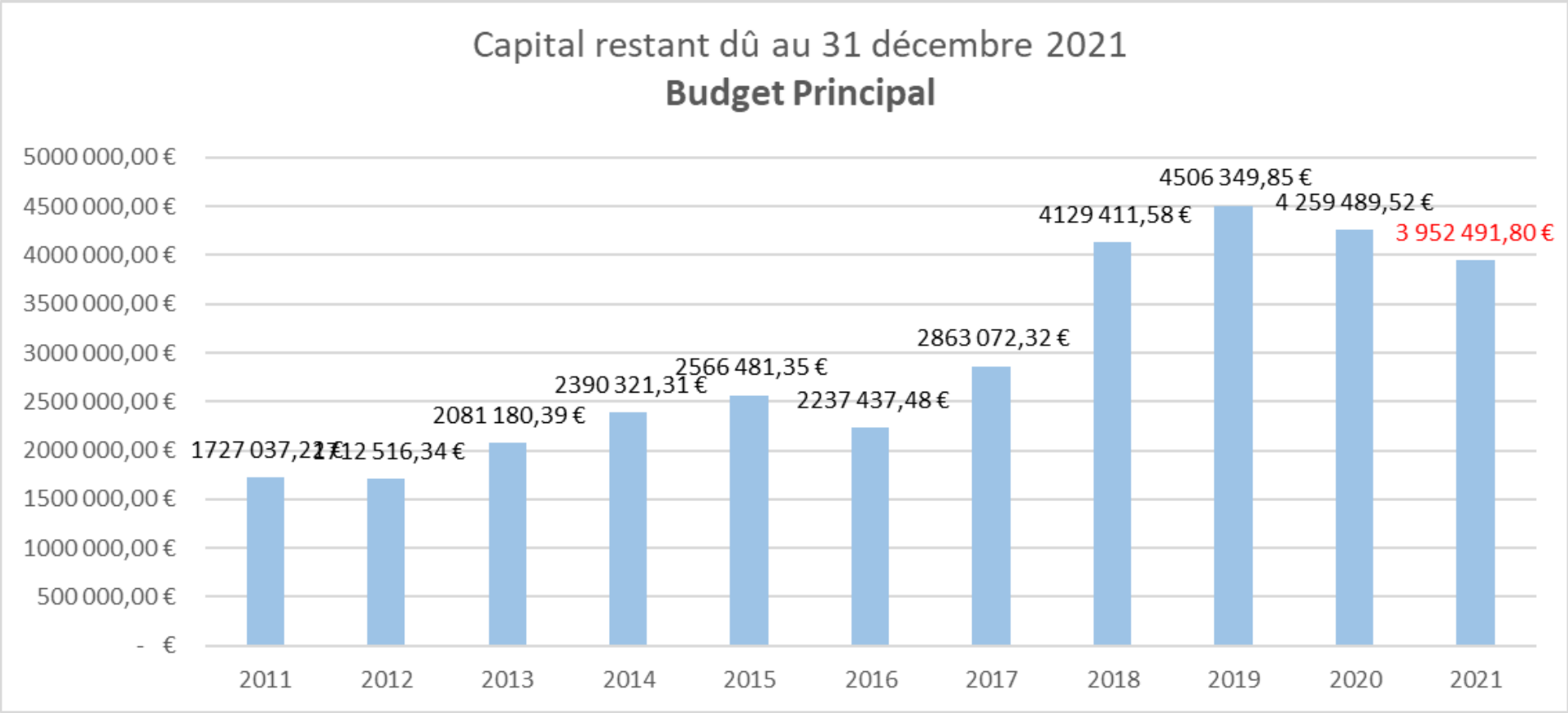
- Les subventions d'investissement allouées par les partenaires publics (les principaux partenaires de la commune sont l'Union Européenne, l'Etat, la Région Bretagne et le Département du Finistère) ;
- Les restes à réaliser au 31/12/2021 :

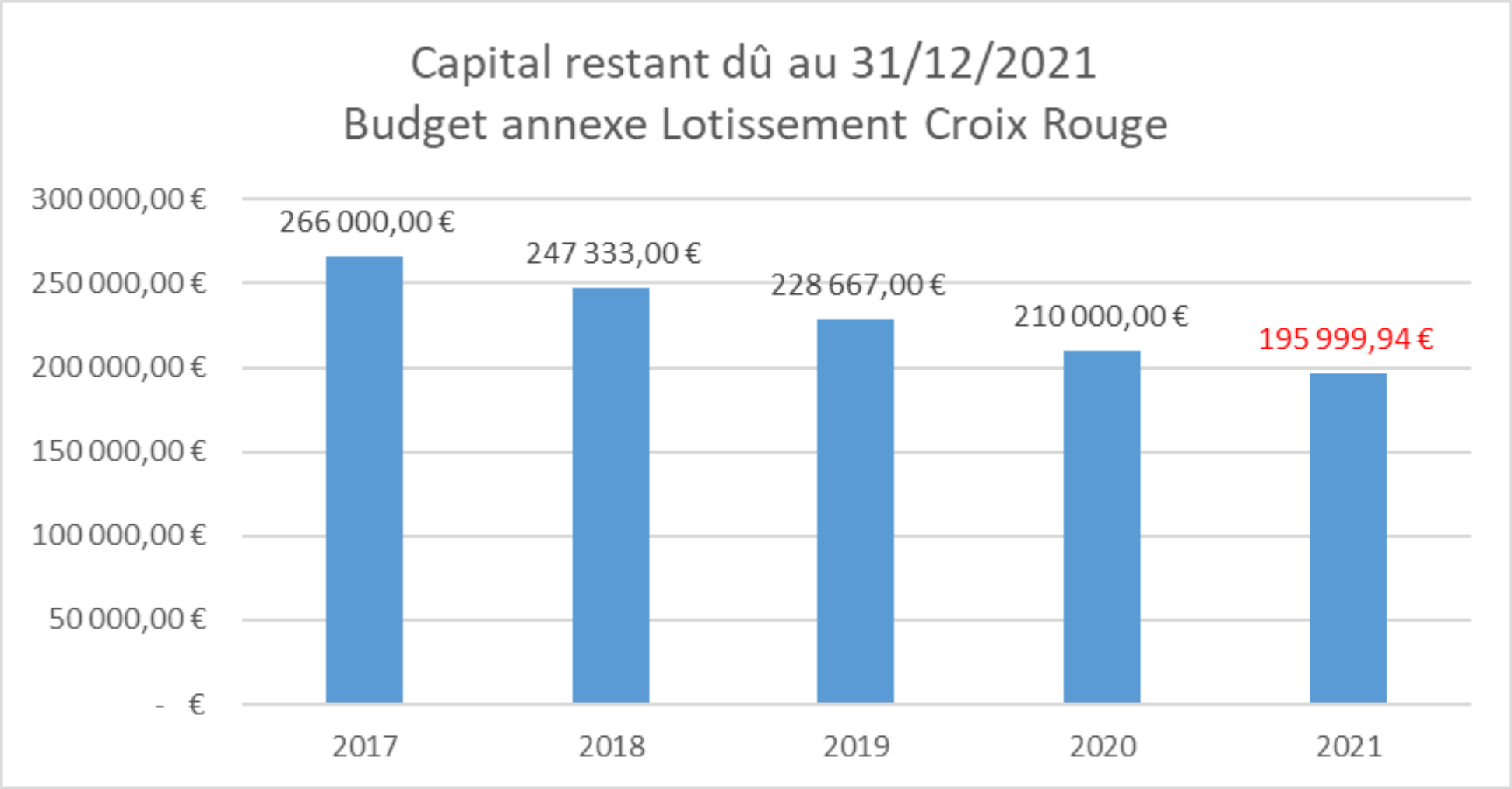
Compte	Nom de l'opération	Objet	Restes à réaliser au 31/12/2021 montants TTC
1322	Cinéma	Région Bretagne - Arrêté du président du conseil régional de Bretagne du 26/03/2020	89 380,00 €
1347	Cinéma	DSIL 2021 - Arrêté du préfet de la Région Bretagne du 21/05/2021	85 000,00 €
1347	Cinéma	DSIL 2021 - Arrêté du préfet de la Région Bretagne du 11/08/2021	17 571,00 €
1328	Cinéma - Centre national du cinéma - compte de soutien	Centre national du cinéma - compte de soutien (10/11/2021)	114 360,00 €
1328	Cinéma - Centre national du cinéma - Aide sélective	Centre national du cinéma - Aide sélective (10/11/2021)	60 000,00 €
1331	Parc informatique des écoles	DETR 2021 Arrêté du préfet du Finistère du 09/03/2021	3 500,00 €
1321	Socle numérique dans les écoles élémentaires	Convention du 10/07/21	14 095,00 €
1322	Aménagement abri de bus Place Jean Perrot	Région Bretagne - Arrêté du président du conseil régional de Bretagne	9 268,70 €
1321	Musée maritime	DSIL 2020 - Arrêté de la préfète de la Région Bretagne du 19/10/2020	58 025,00 €
1322	Port d'Esquibien	Convention Région Bretagne du 09/03/2020	45 000,00 €
1321	Etude rénovation énergétique des bâtiments communaux	DSIL 2020 - Arrêté de la préfète de la Région Bretagne du 19/10/2020	11 975,00 €
1321	Liaisons douces	DSIL 2020 - Arrêté de la préfète de la Région Bretagne du 19/10/2020	70 000,00 €
TOTAL			**578 174,70 €**

- La dotation du FCTVA versée par l'Etat sur les dépenses d'investissement. Le taux de compensation est à ce jour de 16,404% du montant TTC des dépenses éligibles. Le montant versé dépend donc du volume des investissements pris en compte.

- La Taxe d'aménagement due en matière d'urbanisme, maintenue au taux de 2%.

IV. L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE (ENCOURS DE LA DETTE)




Capital restant dû au 31/12/2021
Budget annexe Lotissement Croix Rouge
300 000,00 €
250 000,00 €
200 000,00 €
150 000,00 €
100 000,00 €
50 000,00 €
- €
266 000,00 €
247 333,00 €
228 667,00 €
210 000,00 €
195 999,94 €
2017
2018
2019
2020
2021

MAITRISE DE LA CAPACITE DE REMBOURSEMENT :

La comparaison entre l'encours de la dette et l'épargne brute atteste de la capacité de la commune à rembourser sa dette (ratio KLOPFER : encours/épargne brute).

ANALYSE RETROSPECTIVE 2014 - 2021

	2014 A+E	2015 A+E	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes courantes de fonctionnement	3 619 986,00 €	3 752 461,00 €	3 997 285,00 €	4 007 002,44 €	3 976 257,92 €	4 247 317,20 €	4 275 902,71 €	4 427 309,55 €
Dépenses courantes de gestion	2 964 108,00 €	2 938 974,00 €	2 962 615,00 €	3 174 116,26 €	2 883 602,52 €	3 016 439,44 €	3 058 455,34 €	3 274 450,31 €
Solde produits-charges exceptionnelles	- 13 369,00 €	132,00 €	35 211,00 €	199 668,87 €	- 126 208,27 €	- 71 255,01 €	51 476,66 €	44 638,18 €
Epargne de gestion (ou capacité courante de fonctionnement)	**642 509,00 €**	**813 619,00 €**	**1 069 881,00 €**	**1 032 555,05 €**	**966 447,13 €**	**1 159 622,75 €**	**1 268 924,03 €**	**1 197 497,42 €**
Solde produits-charges financières	- 96 700,00 €	- 83 881,00 €	- 379,00 €	- 73 825,00 €	- 87 491,19 €	- 79 194,16 €	- 85 083,33 €	- 79 483,99 €
Epargne brute (ou CAF brute)	**545 809,00 €**	**729 738,00 €**	**1 069 502,00 €**	**958 730,05 €**	**878 955,94 €**	**1 080 428,59 €**	**1 183 840,70 €**	**1 118 013,43 €**
Remboursement en capital de la dette	271 133,00 €	238 634,00 €	317 688,00 €	231 179,09 €	261 563,58 €	320 408,82 €	397 938,58 €	387 993,50 €
Epargne disponible (ou CAF nette)	**274 676,00 €**	**491 104,00 €**	**751 814,00 €**	**727 550,96 €**	**617 392,36 €**	**760 019,77 €**	**785 902,12 €**	**730 019,93 €**
Dépenses d'investissement	1 831 451,00 €	1 794 864,00 €	1 010 462,00 €	2 246 868,18 €	1 759 544,56 €	3 845 255,81 €	2 607 511,63 €	2 402 186,72 €
Recettes d'investissement	1 975 429,00 €	1 880 965,00 €	1 618 911,00 €	2 041 842,38 €	2 812 685,96 €	2 627 514,64 €	2 381 976,61 €	2 963 261,55 €
Besoin de financement	- 143 978,00 €	- 86 101,00 €	- 608 449,00 €	205 025,80 €	- 1 053 141,40 €	1 217 741,17 €	225 535,02 €	- 561 074,83 €
Emprunt	555 920,00 €	350 000,00 €	360 000,00 €	864 000,00 €	1 500 000,00 €	700 000,00 €	800 000,00 €	1 300 000,00 €
Encours de la dette	2 390 321,31 €	2 566 481,35 €	2 237 437,48 €	2 863 072,32 €	4 129 411,58 €	4 506 349,85 €	4 259 489,52 €	3 952 491,80 €
Capacité de désendettement (encours/épargne brute) Ratio Klopfer	**4,38**	**3,52**	**2,09**	**2,99**	**4,70**	**4,17**	**3,60**	**3,54**

L'emprunt de 1 300 000 € figure dans le tableau car il a été contracté en 2021. En revanche, il prend effet en 2022.

Le ratio KLOPFER permet d'apprécier la solvabilité et la capacité de remboursement de la dette. Il permet de mesurer le nombre d'années d'épargne brute nécessaire pour rembourser la dette.

Si ce ratio est situé :

- **De 0 à 5 ans : la situation financière est jugée très bonne**
- **De 5 à 10 ans : elle est satisfaisante**
- **De 10 à 15 ans : elle est préoccupante**
- **Au-delà de 15 ans : elle est dangereuse (surendettement).**

Ces chiffres attestent de la **très bonne situation financière** de la commune, découlant d'une **gestion saine et maîtrisée**.

PARTIE 3 : GRANDES ORIENTATIONS DE LA COMMUNE POUR 2022

CHAPITRE I : COMPTE PRINCIPAL

Le budget 2022 sera établi selon les orientations suivantes :

- Stabilisation des dépenses de fonctionnement ;
- Poursuite des investissements communaux ;
- Maintien des services à la population ;
- Maintien de l'aide au secteur associatif.

I. INVESTISSEMENT

AXE 1 : UN AXE PHARE DU MANDAT : PETITES VILLES DE DEMAIN (PVD)

Objectif : renforcer les moyens des élus des villes et leurs intercommunalités de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité pour bâtir et concrétiser leurs projets de territoire, tout au long de leur mandat, jusqu'à 2026.
Modalités :

- un périmètre, désigné sous le nom d'ORT (Opération de Revitalisation de Territoire), permet de délimiter la zone au sein de laquelle un certain nombre de projets sont identifiés et valorisés au titre du label « PVD ».
- Mobilisation de moyens financiers pour mettre en œuvre un projet de territoire : ingénierie de projet, expertise d'un réseau national, co-financement d'études.
-

Principaux partenaires du programme : Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), Banque des Territoires.
Audierne, avec son positionnement central au cœur du Cap Sizun, et en partenariat avec la Commune de Plouhinec et la Communauté de Communes du Cap Sizun Pointe du Raz, a choisi de déposer une candidature et est labelisée « Petites Villes de Demain ». Les 2 communes ont été reconnues par l'Etat dans leur rôle essentiel de centralité et dans la nécessité de revitalisation de leur centre-ville.
Ainsi, différents projets conduits par la municipalité s'inscrivant dans cette orientation seront identifiés au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

1. **Etude de programmation de la Place du Général de Gaulle**

Ce secteur bénéficie d'une situation exceptionnelle dans le centre-ville d'Audierne. Esplanade sur le Goyen, promenade le long de la rivière, accueil d'équipements communaux et intercommunaux, antenne des services techniques départementaux, entrée de ville, aire de stationnement en délestage du centre-ville…
Plusieurs études de réaménagement des aires de stationnement et d'accueil des campings-cars ont déjà été réalisées (CAUE, QCD, Atelier Lieux-dits, architectes).
La CCCSPR étudie en parallèle des scénarios d'implantation de services communautaires.
Aussi, les enjeux sont multiples et la situation foncière est complexe.

Au regard des nombreux enjeux sur ce secteur, la collectivité souhaite élargir le périmètre de réflexion afin d'élaborer un plan guide qui définira la stratégie de redynamisation de ce secteur à moyen / long terme et permettra d'élaborer le plan d'actions, phasé sur plusieurs années et tenant compte de la vision définie.

2. **Etude de programmation Ecole(s) d'Audierne et Esquibien**

La municipalité d'Audierne dispose d'un site regroupant plusieurs bâtiments qui accueillent l'école publique Pierre Le Lec. Le bâtiment principal, construit dans les années 1970, est vieillissant et présente un certain nombre de problématiques. Il est aussi surdimensionné par rapport aux effectifs de l'école. Une seconde école existe sur Esquibien.

La municipalité souhaite mener une réflexion sur ce thème et pour ce faire conduire une étude sur le 1er semestre 2022 afin d'analyser différentes hypothèses (fusion ou maintien de 2 sites, choix du lieux, etc). Cette étude a pour objectif de retenir le projet qui répondra au mieux aux besoins des habitants et de la collectivité.

3. **Cinéma Le Goyen**

La commune a lancé un projet de rénovation énergétique du Cinéma Le Goyen. Au regard des contraintes du marché bâtimentaire se traduisant par l'absence ou l'inadaptation des réponses à certains lots, la collectivité a dû en relancer une partie. Sous réserve de l'attribution des lots restants, les travaux démarreront à la rentrée de septembre 2022.

AXE 2 : RENOUVELLEMENT DU PROJET DES « ILLUMINATIONS DE NOEL »

Un bilan du projet 2021 des illuminations de Noël a été réalisé, notamment avec les associations et les commerçants. Quelques améliorations sont à apporter, il apparaît que le bilan est globalement positif. L'opération sera donc reconduite en 2022. Comme pour l'édition 2021, le projet sera mené en partenariat avec la Commune de Plouhinec.

AXE 3 : AUTRES PROJETS D'INVESTISSEMENT

1. **La réhabilitation du Mât Fenoux**

La collectivité a engagé un projet de réhabilitation du Mât Fenoux et va pour ce faire mobiliser une source de financement diversifiée, par la souscription de dons auprès de professionnels comme du grand public. Cet appel à dons répond à un double enjeu :

- Valoriser le projet de la collectivité de réhabilitation d'un monument en cours d'inscription au patrimoine historique.
- Obtenir un maximum de financements pour la rénovation du Mât Fenoux, ce afin de réaliser une rénovation de qualité et conforme à l'histoire du monument.

Cet appel à dons, au-delà de l'intérêt vis-à-vis du monument, permettra de déclencher des financements auprès de la Fondation du Patrimoine et la Région Bretagne.

2. **Travaux d'aménagement du littoral / Capucins : Aménagement de la cale et enrochement de la falaise, valorisation paysagère**

La ville d'Audierne envisage des travaux d'aménagement au niveau de la zone littorale des Capucins.
La passerelle, située au niveau de la plage des Capucins est un ouvrage à forte valeur patrimoniale. Au quotidien, cette liaison pédestre littorale permet la circulation sécurisée de nombreux usagers. Les conditions climatiques de ces dernières années ont fragilisé les embases de cet ouvrage. Une des culées de la passerelle s'est déformée et s'est fragilisée risquant à court ou moyen terme de déstabiliser et de pérenniser l'ensemble de la structure.
Concernant la plage des Capucins, la commune envisage de :

- procéder à un enrochement du talus afin de le stabiliser, puis à son engazonnement ;
- aménager un espace sanitaires-douches, avec mur de soutènement,
- créer un cheminement doux derrière la lisse, permettant une circulation sécurisée des personnes ;
- valoriser le tronçon de la rue Amiral Guépratte par des traversées piétonnes et une zone de stationnement pour 4 véhicules.

Une étude du projet est en cours.

3. **Des travaux d'investissement relevant de l'entretien courant et/ou de renouvellement des équipements :**
    - Effacement de réseaux Eclairage public et modernisation des équipements ;
    - Renouvellement de poteaux incendie ;
    - Numérisation du réseau des eaux pluviales ;
    - Mise en œuvre du programme de voirie 2022 ;

AXE 4 : MOBILITE ET FLOTTE DE VEHICULES : ORIENTATION VERS DES ACHATS DURABLES

La collectivité doit renouveler une partie de son parc de véhicules et souhaite s'orienter vers un parc plus « vert ». Ainsi, les achats des véhicules tiendront compte de choix en lien avec le développement durable et des besoins de la collectivité (ex : autonomie de fonctionnement).

En parallèle, un travail sera mené avec le SDEF pour développer l'installation de bornes de recharge électrique, non seulement pour les achats des véhicules de la collectivité, mais plus globalement dans les différents projets structurants de la collectivité (ex : aménagement d'un parking).

AXE 5 : SYSTEME D'INFORMATION

Le système d'information de la collectivité nécessite d'être sécurisé et modernisé, afin de répondre aux enjeux suivants :

- Sécuriser : les pratiques, la conservation des données, la gestion de l'accès aux données par les utilisateurs internes et/ou externes à la collectivité ;
- Moderniser et s'adapter aux évolutions : pratiques de travail, usages (flexibilité, travail à distance contraint ou choisi), matériel à disposition ;
- Optimiser : maîtriser les achats, les budgets alloués au système d'information, les moyens humains consacrés à la définition et la gestion du système d'information ;
- Favoriser un collectif de travail et la collaboration entre les utilisateurs internes (externes à moyen terme) : accès aux espaces de travail, collaboration, fonctionnement en mode projet, quel que soit le service de la collectivité et le lieu où il est positionné ;
- Assurer un confort de travail aux utilisateurs : matériel ergonomique, souplesse et flexibilité de travail, tout en garantissant le droit à la déconnexion
- Avoir un outil adapté aux ambitions décidées pour la collectivité, à l'ère de la dématérialisation (y compris avec les usagers, prestataires, etc), aux process définis

Ainsi, un plan de déploiement tenant compte d'un diagnostic sera défini en lien avec le service commun de la CC Cap Sizun Pointe du Raz : optimisation de la sécurisation du système de sauvegarde, renouvellement / acquisition de matériel.

AXE 6 : CLOTURE DU BUDGET DU LOTISSEMENT DE LA CROIX ROUGE :

Comme il a été acté en fin d'année 2021, le projet du lotissement de la Croix Rouge arrive à son terme, l'ensemble des lots ayant été vendus. Ainsi, l'emprunt est transféré sur le budget principal et le résultat du budget annexe sera affecté au budget principal.

II. FONCTIONNEMENT

AXE 1 : POLITIQUE EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES

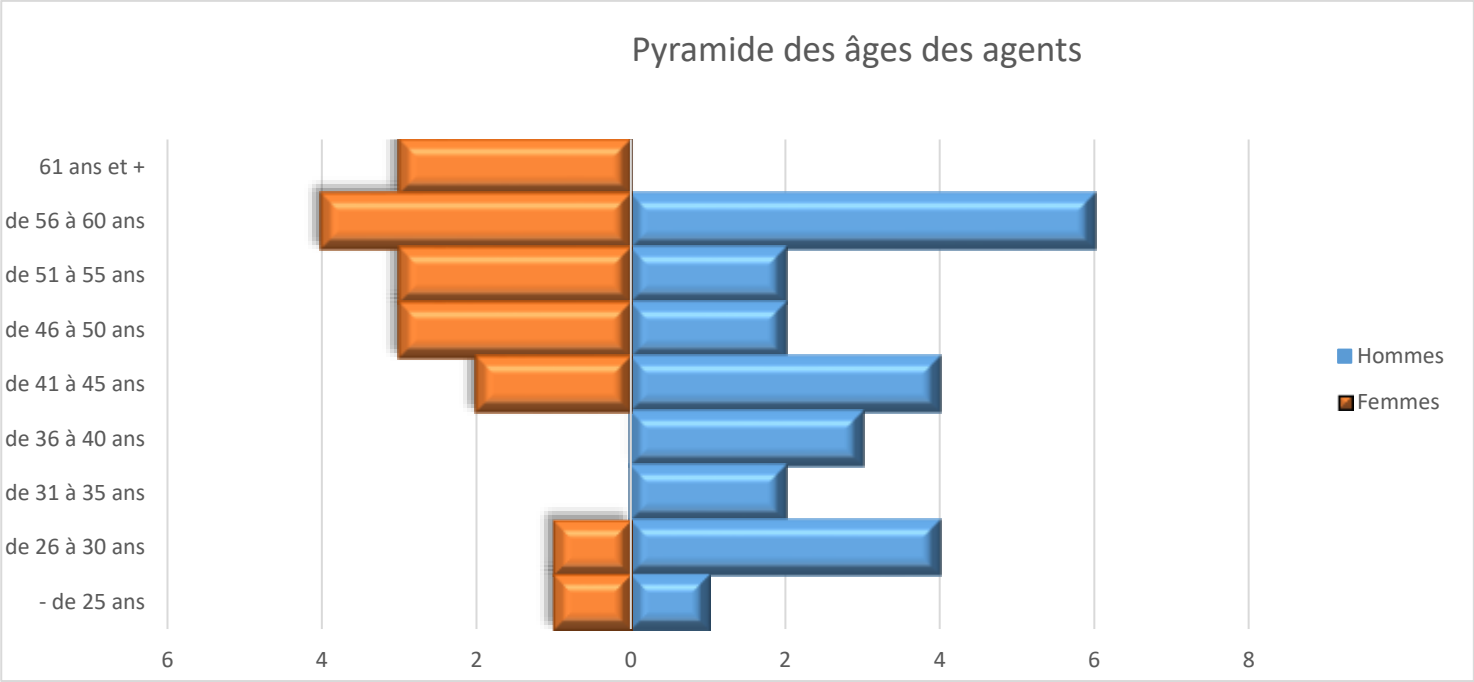
1. Mise en place du nouveau système de régime indemnitaire

Le nouveau système de rémunération défini à l'automne 2021 sera appliqué concrètement en 2022, dans sa part fixe. Un travail sera également mené sur la part variable (CIA – complément indemnitaire variable), avec la définition de critères d'attribution.

Un bilan après quelques mois d'application sera conduit et pourra donner lieu à des réajustements.

2. Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)

Le graphique ci-dessous présente la pyramide des âges des agents de la collectivité.



Les effectifs de la collectivité comptent 3 agents de 61 ans et plus. La collectivité va donc connaître des départs à court et moyen termes, et notamment 2 en 2022.

Ces départs, ajoutés aux départs récents, sont l'occasion de s'interroger sur l'évolution des besoins de la collectivité en termes de compétences. Ainsi, un travail sera mené afin d'identifier : les missions réalisées, celles qui seront à poursuivre ou à réorienter, à conduire en interne ou à externaliser, les besoins en ressources humaines en découlant et les profils recherchés en cas de recrutement(s).

Cette réflexion intégrera les missions exercées en lien avec la Préfecture et La Poste (analyse de l'existant et des moyens associés).

La mission archivage sera poursuivie avec recrutement sur contrat d'une archiviste.

3. Mise en place d'un tableau des emplois.

Le tableau des emplois est un des leviers de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences. Il vise à identifier, pour un poste, les grades minimum et maximum fonction des missions et responsabilités qui y sont associées.

Finalités du tableau des emplois :

- Une cohérence globale des grades associés à chaque emploi
- Une lisibilité de l'organisation
- Une approche RH par les métiers, les emplois et non les grades

Avantages pour l'employeur :

- fixation de ses ratios promus/promouvables en cohérence avec l'organigramme
- procédure d'avancement de grade « allégée » : plus besoin de re-délibérer pour créer un nouveau grade et supprimer l'ancien après avis du CT (tant que l'avancement se situe dans la fourchette retenue)
- fixation de son régime indemnitaire (fonctions)

Avantages pour les agents :

- Connaître ses perspectives d'évolution de carrière sur l'emploi occupé
- Etre reconnu dans l'organisation par le poste occupé et non seulement par le grade

Le travail d'analyse des besoins et des compétences est à mettre en lien avec une actualisation de l'organigramme, des fiches de postes fonction des évolutions identifiées.

4. **Protection sociale complémentaire (PSC) :**

La Protection Sociale Complémentaire compte 2 volets : la prévoyance (maintien de salaire en cas d'absence maladie) et la complémentaire santé (couverture des dépenses de santé).

Une ordonnance « relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique » publiée le 18 février 2021 en application de l'article 40 de la loi du 6 août 2019 dite de « transformation de la fonction publique » fixe les grands principes communs aux 3 versants de la fonction publique concernant les obligations de financement et de participation des employeurs publics à la PSC de leurs agents titulaires et non titulaires.

L'ordonnance prévoit un débat obligatoire de l'assemblée délibérante sur la PSC. Le contenu du débat n'est pas précisé, chaque employeur est libre de son contenu. Il s'agit d'un débat sans vote mais qui en synthèse : informe les élus sur les enjeux, les objectifs, les moyens et la trajectoire 2025-2026.

L'ordonnance prévoit une obligation pour l'employeur de prise en charge, sur la base d'un montant de référence qui sera fixé par décret :

- EN PREVOYANCE : au moins 20 % de prise en charge au plus tard le 1er janvier 2025 des garanties liées aux risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès
- EN SANTE : au moins 50 % de prise en charge au plus tard au 1er janvier 2026 des frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident

Afin d'avoir une vision d'ensemble des actions menées par la collectivité sur ce point, une réflexion globale intégrant le volet action sociale sera réalisé. Des orientations seront définies.

Les différents projets Ressources Humaines seront traités en associant les agents, par des groupes de travail, et tenant compte des orientations définies par les Elus.

AXE 2 : COMMUNICATION

La communication représente un enjeu majeur pour toutes les organisations, quelle que soit leur nature ou domaine d'activité. A l'heure de la dématérialisation, des réseaux sociaux, la communication doit être pilotée aux moyens d'outils et compétences spécifiques et dédiés.

Ainsi, différents leviers seront mobilisés pour déployer cette mission :

- Le recrutement d'un demi-poste de chargé.e de communication, en lien avec la Communauté de Communes qui portera l'autre demi-poste, sera mobilisée sur 2022. En effet, pour être performante et efficace, la communication doit être gérée par une compétence dédiée, s'assurant ainsi d'une diffusion en temps réel, d'une actualisation des informations communiquées.

- Une application citoyenne visant à informer les administrés abonnés en complément des autres outils et supports. L'application, applicable depuis un smartphone, est identifiée la solution idéale pour (re)créer le lien entre la mairie et les administrés grâce à la conjugaison des notifications et de l'information en temps réel. Les citoyens sont demandeurs de ce type d'outil de communication, extrêmement flexible.

AXE 3 : LES ENERGIES

En raison de la flambée des prix du gaz, des carburants et de l'électricité, les dépenses d'énergie de la collectivité vont connaître une augmentation significative. Cet élément sera pris en compte dans l'élaboration du budget et la recherche de pistes d'optimisation (cf travaux d'économies d'énergie, acquisition de véhicules).

III. LIEN COMMUNE D'AUDIERNE / EPCI : ELABORATION D'UN PACTE FINANCIER ET FISCAL

Un travail d'élaboration d'un pacte fiscal et financier entre la Communauté de Communes du Cap Sizun Pointe du Raz et les communes du territoire a été engagé en 2018 – 2019. Ce travail sera repris en 2022 pour procéder à une actualisation des données et l'élaboration d'une prospective sur l'ensemble du territoire. L'objectif est de remettre à plat, au regard de la nouvelle donne financière et fiscale, les relations communes / communauté, ce afin de donner à l'ensemble des collectivités du territoires les moyens de porter leurs projets structurants.

Intérêts d'une stratégie partagée :

- Une nécessaire connaissance financière et fiscale du territoire dans le cadre d'une intercommunalité intégrée ;
- L'accompagner de la mise en œuvre du projet de territoire et des projets des communes ;
- La construction d'une prospective financière intercommunale tenant compte des situations financières et capacités de chacun et des projets sur le territoire.
- L'optimisation de l'allocation des ressources et des charges du groupe territorial tout en maitrisant la pression fiscale sur les contribuables.

1. FONCTIONNEMENT

a) RECETTES

En 2022, **la dotation globale de fonctionnement** devrait être maintenue au niveau de celle de 2021 au regard des orientations globales fixées par la Loi de Finances 2022.

Il est envisagé que **les taux des taxes foncières** adoptés par le conseil municipal en 2021 soient reconduits en 2022, comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 15,58 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 40,12 %

b) Depenses

Les charges de fonctionnement seront maîtrisées.

2. INVESTISSEMENT

1. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

	Montant TTC	Montant HT
Montant des dépenses engagées restant à réaliser au 31/12/2021	1 047 852,18 €	873 210,15 €
Montant des dépenses prévues au budget 2021 reprises au budget 2022	1 913 573,50 €	1 594 644,58 €
Nouvelles propositions au budget 2022	1 361 882,32 €	**1 134 901,93 €**
Sous-total	4 323 308,00 €	**3 602 756,66 €**
Remboursement de la dette en 2022 dont emprunt budget annexe du lotissement La Croix Rouge	470 440,75 €	/
Montant total des dépenses d'investissement (études, travaux, acquisitions) au budget 2022	4 793 748,75 €	/

BUDGET INVESTISSEMENTS 2022

Liste de projets à titre indicatif et évolutive. Leur mise en œuvre dépendra notamment du financement (ex : subventions mobilisables).

Numéro	PROJET	ENTREPRISE	REGIE	Total (restes à réaliser N-1 + décisions actées en N-1 non réalisées + nouvelles propositions N)	Propositions 2022 (comprises dans le montant total)	Observations / Descriptif de l'opération
117	Cinéma	660 000,00 €	0,00 €	660 000,00 €	11 000,00 €	Travaux accessibilité / rénovation thermique Mise en conformité de la ventilation de cabine de projection et électriques diverses
155	Acquisition matériel roulant	180 000,00 €	0,00 €	180 000,00 €	60 000,00 €	Remplacement de véhicules techniques (piagio, camion benne) Acquisition d'un micro tracteur multi fonction pour les services techniques, véhicule électrique
157	Aménagement centre ville	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	- Marquages sécurisés et implantation du marché (plan géomètre et mise en œuvre de clous délimitatifs) ; - Implantation borne électrique 2023 ; - Bornes de marchés et signalisation ; - Création d'un Kiosque.
162	Travaux aménagement du littoral	253 349,28 €	37 912,72 €	291 262,00 €	67 912,72 €	Aménagement et enrochement plage des Capucins ; Réparation travées de bois cassées ; Pose de deux nouveaux portiques ; Création d'un nouvel emplacement d'accueil de foods trucks ; Travaux d'aménagements paysagers virage des Marines ; Création d'un parcours de fresque urbaine; Maintenance de la passerelle des Capucins.

Numéro	PROJET	ENTREPRISE	REGIE	Total (restes à réaliser N-1 + décisions actées en N-1 non réalisées + nouvelles propositions N)	Propositions 2022 (comprises dans le montant total)	Observations / Descriptif de l'opération
165	Aménagement aire de jeux pour enfants	25 000,00 €	0,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €	Création d'un skate park, à voir pour intégration dans espace Général de Gaulle
167	Terrain de football et d'athlétisme - Audierne	16 000,00 €	0,00 €	16 000,00 €	16 000,00 €	Reprise des têtes de terrain en graminées à pousse lente, plantations arbustives en fond de parcelle Mise en œuvre de techniques d'entretien alternatives
180	Tennis / Plaine des Sports	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	Travaux de terrassement et d'alimentation électrique Création d'une plaine des sports
19	Travaux de voies et réseaux	1 015 295,51 €	45 000,49 €	1 060 296,00 €	355 000,00 €	Divers travaux d'aménagement et de renouvellement : mise en œuvre du marché de voirie, réseaux d'eaux, remplacement de poteaux incendie
190	Cimetière de Kermabon	6 500,00 €	0,00 €	6 500,00 €	1 500,00 €	Création d'un jardin du souvenir Pose d'une signalétique adaptée avec vitrine
194	Salle des Affaires Maritimes	70 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €		Etude structure à compléter et étude bureau de contrôle pour règlementation incendie, travaux de réaménagement des étages
195	Réhabilitation du mât Fenoux	100 000,00 €	0,00 €	100 000,00 €		Remise en état de l'ouvrage
197	Conteneurs enterrés	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €		Mise en œuvre de conteneurs
198	Sanitaires centre-ville	65 000,00 €	0,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	Plan pluriannuel d'acquisition de blocs sanitaires automatisés
199	Travaux églises	15 000,00 €	0,00 €	15 000,00 €		Diagnostic charpente
201	Etudes centre technique communal	60 000,00 €	0,00 €	60 000,00 €		Etude de programmation

Numéro	PROJET	ENTREPRISE	REGIE	Total (restes à réaliser N-1 + décisions actées en N-1 non réalisées + nouvelles propositions N)	Propositions 2022 (comprises dans le montant total)	Observations / Descriptif de l'opération
202	Cimetière de Kervreac'h	51 000,00 €	0,00 €	51 000,00 €	51 000,00 €	- Rénovation des points de collecte de déchets verts ; - Pose d'une signalétique adaptée avec vitrine ; - Rénovation des tombes patrimoniales ; - Végétalisation des allées.
203	Sanitaires de front de mer	65 000,00 €	0,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	Plan pluriannuel d'acquisition de blocs sanitaires automatisés Fourniture d'un bloc sanitaire PMR au niveau du parking de la passerelle des Capucins
204	Participations	90 000,00 €	0,00 €	90 000,00 €		Convention syndicat mixte
206	Port d'Esquibien	30 000,00 €	0,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	Travaux divers conventionnés : vitreries, étanchéité, marquages, etc
207	Etudes de rénovation énergétique des bâtiments communaux	80 000,00 €	0,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €	Audit énergétique des établissements recevant du public par le SDEF ; Etudes pour l'implantation de panneaux photovoltaïques.
208	Etudes de renouvellement urbain	15 000,00 €	0,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	Etudes de renouvellement urbain
211	Ancien collège Saint-Joseph	80 000,00 €	0,00 €	80 000,00 €	69 524,00 €	Mission de maîtrise d'œuvre Travaux de réhabilitation des vestiaires pour accueil des restaurants du Cœur
212	Ecole Pierre Le Lec / Pôle Enfance	70 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €	60 760,00 €	Etudes de programmation 2022 Maîtrise d'œuvre 2023 Travaux 2024/2025
213	Matériel informatique	33 000,00 €	0,00 €	33 000,00 €	31 083,60 €	Acquisition matériel informatique pour sécurisation, modernisation du système d'information

Numéro	PROJET	ENTREPRISE	REGIE	Total (restes à réaliser N-1 + décisions actées en N-1 non réalisées + nouvelles propositions N)	Propositions 2022 (comprises dans le montant total)	Observations / Descriptif de l'opération
30	Acquisition terrains	200 000,00 €	0,00 €	200 000,00 €		Acquisitions en lien avec les projets municipaux (ex : locaux centre technique)
4063	Local du centre nautique	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €	25 000,00 €	Travaux d'entretien divers Réaménagement et agencement des vestiaires
4113	Révision du PLU 2010	19 000,00 €	0,00 €	19 000,00 €		Modification
4123	Signalétique vélo route	40 000,00 €	0,00 €	40 000,00 €		Intégration des parcours cyclables dans les aménagements urbains et liaisons douces
4131	Enfouissement des réseaux	100 000,00 €	0,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	Enfouissement réseau éclairage public
4142	Bâtiments communaux	110 000,00 €	0,00 €	110 000,00 €	90 848,00 €	Amélioration thermique et rénovation énergétique / accessibilité/ contrôle d'accès /suivi de mise en conformité, étude thermique hôtel de Ville, salle polyvalente, école Pierre Le Lec, etc…
4143	Signalétique générale	50 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €		Signalétique et signalisation
4144	Liaisons douces	102 000,00 €	0,00 €	102 000,00 €	12 000,00 €	Valorisation mise en sécurité venelles et circuits randonnées Mise en sécurité des abords de la venelle reliant la rue du 14 Juillet à la rue G. Clemenceau. Pose d'une rambarde métallique
4151	Théâtre Madec	15 000,00 €	0,00 €	15 000,00 €		Divers travaux d'entretien
4165	Cimetière d'Esquibien	21 250,00 €	0,00 €	21 250,00 €	20 014,00 €	Réajustement et remise en état du portail d'accès rue du Stade et remise en état du portail principal rue Surcouf ; Pose d'une signalétique adaptée avec vitrine.

Numéro	PROJET	ENTREPRISE	REGIE	Total (restes à réaliser N-1 + décisions actées en N-1 non réalisées + nouvelles propositions N)	Propositions 2022 (comprises dans le montant total)	Observations / Descriptif de l'opération
66	Acquisition matériel et mobilier divers	130 000,00 €	0,00 €	130 000,00 €		Ligne budgétaire pour acquisition de matériels divers (robots de tontes, remplacement serres, panneau d'affichage numérique etc,…), bennes de transports
67	Illuminations de noël	43 000,00 €	0,00 €	43 000,00 €	20 240,00 €	Réalisation 2021 Reconduction de l'opération sur 2022
70	Rue Marcellin Berthelot	280 000,00 €	0,00 €	280 000,00 €		Mur de soutènement, étude géotechnique
1641	Emprunts	470 440,75 €	0,00 €	470 440,75 €		Remboursement d'emprunts 2022
Totaux		**4 710 835,54 €**	**82 913,21 €**	**4 793 748,75 €**	**1 361 882,32 €**	

2. Recettes d'Investissement

Il sera proposé au conseil municipal **d'affecter le résultat cumulé du compte administratif 2021 de la manière suivante :**

- Résultat de la section de fonctionnement du budget principal d'un montant 892 220,99 € ;
- Résultat de la section de fonctionnement du budget annexe du lotissement transféré au budget principal d'un montant de 16 509,91 € (= résultat de l'année N – 89 602,46 € + excédent de fonctionnement reporté N-1 de 106 112,37 €) ;
- Soit un résultat de la section de fonctionnement reporté cumulé de 908 730,90 € (892 220,99 € budget principal + 16 509,91 € budget annexe du lotissement), affecté à la section d'investissement au compte 1068 au budget primitif 2022.

A | BUDGET ANNEXE DU PORT D'ESQUIBIEN

1. Depenses d'Investissement

Dans le cadre de la convention de coopération passée avec la Région Bretagne, la commune projette de réaliser en 2022 les dépenses d'investissement suivantes, pour un montant prévisionnel de 30 000 € HT :

- Enlèvement des machines à laver ;
- Travaux de réparation / entretien / maintenance intérieurs (vitreries notamment) et extérieurs (tracé accès zone portuaire, nettoyage de sols) ;

2. Recettes d'Investissement

L'ensemble de ces dépenses est financé à 100% par une subvention de la Région Bretagne.

PARTIE 4 : CONCLUSION

Dette

La dette de la commune au 1er janvier 2022 s'établit à 4 143 825,07 € (dont lotissement La Croix Rouge). Un autre emprunt acté, voté au conseil municipal du 28 septembre 2021 de 1 300 000 € prendra effet courant février et viendra s'ajouter à l'encours de dette 2022. Pour information, deux emprunts se terminent en 2022 notamment l'emprunt sur l'aménagement ilot de Kérivoas contracté en 2007 ainsi que l'emprunt sur la réhabilitation du patronage, contracté en 2007 également.

Le ratio KLOPFER, au 1er janvier 2022, met en évidence la capacité de la commune à rembourser sa dette en 3,54 années.

Ces chiffres attestent de la très bonne situation financière de la commune.

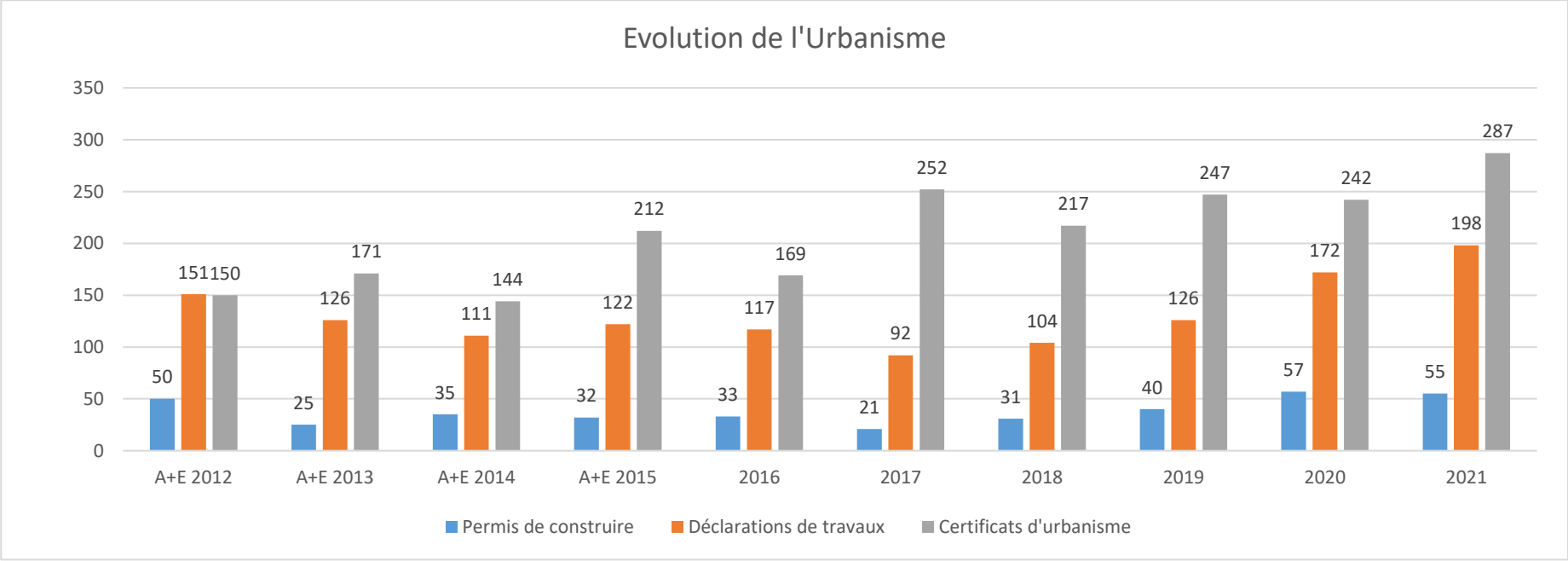
Budget annexe du Lotissement de la Croix Rouge

Les 2 derniers terrains du lotissement de la Croix Rouge ayant été vendus en 2021, ce budget annexe est clôturé et l'emprunt restant est transféré sur le budget principal de la commune.

PARTIE 5 : ANNEXES

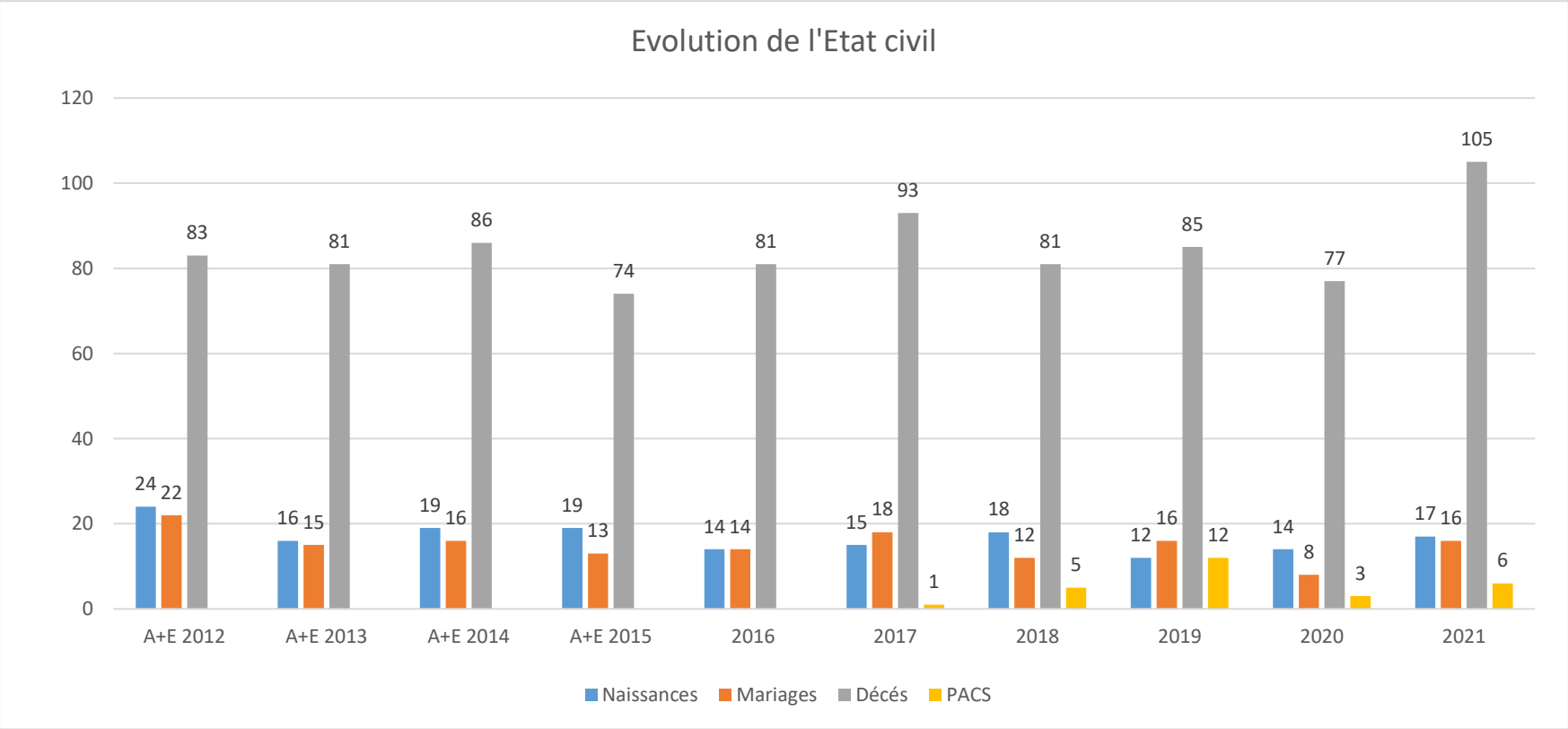
ANNEXE N°1 : URBANISME

	A+E 2012	A+E 2013	A+E 2014	A+E 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Permis de construire	50	25	35	32	33	21	31	40	57	55
Déclarations de travaux	151	126	111	122	117	92	104	126	172	198
Certificats d'urbanisme	150	171	144	212	169	252	217	247	242	287



ANNEXE N° 2 : ETAT CIVIL

	A+E 2012	A+E 2013	A+E 2014	A+E 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Naissances	24	16	19	19	14	15	18	12	14	17
Mariages	22	15	16	13	14	18	12	16	8	16
Décés	83	81	86	74	81	93	81	85	77	105
PACS						1	5	12	3	6



ANNEXE N°4 : VEHICULES COMMUNAUX

Marque	Véhicule
Renault	Express
Renault	Nacelle élévatrice
Mercèdes	Fourgon blanc sprinter
Piaggio	Camionnette utilitaire benne
Mercèdes	Fourgon
Peugeot	Fourgonnette bipper blanche
Otokar	Car transport scolaire
Isuzu	Camion poly-benne
Ford	Transit
Renault	Clio
Renault	Camion Mascott
Renault	Camion Master benne
Renault	Kangoo
Renault	Fourgon master
Ford	Transit
Schmidt	Balayeuse
JCB	Tractopelle
Kymbo	Scooter
Renault	Mini-bus publicitaire (Info Com)
Kubota	Tracteur tondeuse
Hurlimann	Tracteur (utilisé sur Esquibien)
John Deere	Tracteur tondeuse (petit engin, pas de route)
Saris	Remorque de la machine à vapeur
Quemerais	Remorque
Iroise	Remorque
Ford	Transit
Renault	Kangoo
Daudin	Remorque
Renault	Kangoo RCT
Renault	Fourgon
Renault	Master FGN L2H2

ANNEXE N° 5 : BATIMENTS COMMUNAUX

Bâtiment	Commune historique	Adresse
Bureau du Port (en convention)	Audierne	Quai Anatole France
Mairie Audierne	Audierne	12 quai Jean Jaurès
Mairie annexe Esquibien	Esquibien	3 rue Surcouf
Centre Technique municipal (garage)	Audierne	Place du Général de Gaulle
Menuiserie-vestiaires, Audierne	Audierne	Rue Lamartine / place du Gral de Gaulle
Serres de Locquéran	Plouhinec	Loquéran
Ecole publique Pierre Le Lec	Audierne	Quai Anatole France
Ecole publique d'Esquibien	Esquibien	Rue Duguay Trouin
Cinéma Le Goyen	Audierne	13 rue Pasteur
Appartement Cinéma Le Goyen	Audierne	13 rue Pasteur
Logement communal d'Esquibien	Esquibien	2 place de la Liberté
Théâtre Georges Madec	Esquibien	1 rue Henri Sergent
Bibliothèque Audierne/ Cap Accueil	Audierne	9 rue Lamartine
Bibliothèque Esquibien	Esquibien	13 bis rue Laënnec
Musée Maritime	Audierne	Rue Lesné
Salle omnisports AD	Audierne	Place du Général de Gaulle
Salle polyvalente d'Esquibien	Esquibien	Place de la Fontaine
Le Foyer Marthe Pierre	Audierne	16 rue du 14 juillet
Les Halles	Audierne	2 place de la Liberté
Les Affaires Maritimes (salle multi-activités)	Audierne	1 rue Lamartine
Boulodrome (association des 2 Rives-pétanque)	Audierne	Rue Marcel Paul
Local du Secours Catholique, HLM de Kérivoas	Audierne	HLM de Kérivoas
Office de Tourisme	Audierne	8 rue Victor Hugo
Centre nautique	Esquibien	Rue de Sainte Evette
Structure d'accueil	Esquibien	Rue de Sainte Evette
Stade de foot Locquéran et vestiaires	Plouhinec	Loquéran
Stade de foot : vestiaires-locaux attenants (Club House)	Esquibien	2 rue du Stade
Eglise St Raymond AD	Audierne	Rue Emile Zola

Eglise St Onneau Esquibien	Esquibien	Rue René Laënnec
Chapelle Ste Evette	Esquibien	Rue de Sainte Evette
Chapelle Ste Brigitte	Esquibien	Lieu-dit Landuguentel
Terrain de tennis	Audierne	Rue Ampère
Borne Camping-car	Audierne	Place du Général de Gaulle
Coffret Marché	Audierne	Place de la République
Coffret Marché	Audierne	Place de la Liberté
Coffret Marché	Audierne	Les halles
Coffret Marché	Esquibien	Place de l'Océan
Sanitaires publics	Audierne	12 quai Jean Jaurès
Sanitaires publics	Audierne	Avenue Manu Brusq
Cale	Esquibien	Rue de Sainte Evette
Station de refoulement	Audierne	Place du Général de Gaulle
Poste de refoulement	Esquibien	Lieu-dit Kermaviou
Poste de relevage	Audierne	Impasse Simone Veil, Lot de la Croix Rouge
Maison (achat en 2019)	Audierne	90 rue Lamartine
Maison (achat du 05/02/2020)	Audierne	29 rue du 14 juillet
Cimetière St Raymond	Audierne	Rue Emile Zola
Cimetière Kermabon	Audierne	Rue de Kermabon
Cimetière d'Esquibien	Esquibien	14 rue Surcouf
Coffret branchement électrique	Audierne	Rue Amiral Guépratte
Maison du patrimoine	Esquibien	
Collège Saint-Joseph	Audierne	4 rue Emile Combes

ANNEXE N°6 : ETAT DE LA DETTE

I - COMPTE PRINCIPAL : ETAT DE LA DETTE AU 01. 01.2022 ((CAPITAL RESTANT DU AU 01.01.2022 = 4 143 485,27 €, DONT LOTISSEMENT DE LA CROIX ROUGE INTEGRE A COMPTER DU 01/01/2022 POUR UN CAPITAL RESTANT DU = 191 333,27 € (LE TABLEAU ENCOURS DE DETTE PREND DEJA EN COMPTE L'ECHEANCE DE MI-JANVIER)).

MAIRIE D AUDIERNE - AUDIERNE-ESQUIBIEN

18/02/2022	Récapitulatif pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021	1 / 2

Soldé	Code	TYPE / Référence	Date d'acquisition	Organisme prêteur / Objet	Devise	Montant	Date fin	CRD au 31/12/2021	IRD au 31/12/2021	Capital remboursé sur la période
Budget AUDIERNE-ESQUIBIEN										
☑	E 20060	Emprunt / MON24028	15/06/2006	C.D.C. / TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	EURO	80 000,00	01/05/2021	0,00	0,00	3 551,17
☐	E 20070	Emprunt / 06000037	26/03/2007	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / AMENAGEMENT ILOT DE KERIVOAS	EURO	153 000,00	15/03/2022	3 414,25	35,85	13 305,39
☐	E 20080	Emprunt / 06000037	04/04/2008	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / DRAGAGE ANCIENNE SOUILLE P.PL.	EURO	116 000,00	15/04/2023	19 919,02	1 269,56	9 358,78
☐	E 20100	Emprunt / 00248087	28/12/2009	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / TRAVAUX COMMUNAUX	EURO	115 000,00	15/12/2024	28 731,64	1 882,27	8 846,75
☐	E 20100	Emprunt / 00248088	28/12/2009	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES	EURO	159 621,00	15/12/2024	39 879,46	2 612,58	12 279,40
☐	E 20100	Emprunt / 00248086	18/02/2010	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / TRAVAUX MAISON DU PORT	EURO	170 000,00	15/02/2025	36 833,49	2 552,55	11 333,32
☐	E 20110	Emprunt / 00252279	28/07/2011	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / ACQUIS. BAT. AFFAIRES MARIT.	EURO	350 000,00	15/07/2041	270 489,62	111 956,49	9 143,77
☐	E 20120	Emprunt / 00253867	04/05/2012	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / TRAVAUX DIVERS	EURO	220 000,00	15/05/2027	87 999,97	12 658,80	14 666,67
☐	E 20130	Emprunt / MON28042	06/08/2013	DIVERS / TVX SALLE MULTI-FONCTIONS	EURO	416 000,00	01/09/2028	214 803,96	27 953,04	27 652,53
☐	E 20140	Emprunt / 10000116	26/06/2014	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / FINANCT SALLE MULTI-FONCTIONS	EURO	170 000,00	15/06/2029	93 861,66	10 526,94	11 095,50
☐	E 20150	Emprunt / DD048715	16/04/2015	CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE / TRAVAUX	EURO	350 000,00	30/03/2035	244 431,00	28 017,62	16 385,20
☐	E 20160	Emprunt / 10000246	25/02/2016	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE / CENTRE NAUTIQUE CAP-SIZUN ESQU	EURO	360 000,00	15/03/2036	270 620,68	40 635,80	16 282,28
☐	E 20170	Emprunt / 4879210	18/04/2017	CAISSE D'EPARGNE DE BRETAGNE / Maison Médicale	EURO	280 000,00	18/01/2032	191 333,27	11 551,95	18 666,68

MAIRIE D AUDIERNE - AUDIERNE-ESQUIBIEN

18/02/2022	Récapitulatif pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021	2 / 2

Soldé	Code	TYPE / Référence	Date d'acquisition	Organisme prêteur / Objet	Devise	Montant	Date fin	CRD au 31/12/2021	IRD au 31/12/2021	Capital remboursé sur la période
☐	E 20170	Emprunt / MON51373	18/04/2017	LA BANQUE POSTALE / Travaux Boulevard Yves Normant	EURO	417 000,00	18/01/2037	330 863,41	47 387,83	18 739,32
☐	E 20170	Emprunt / MON51373	18/04/2017	LA BANQUE POSTALE / Terrains Kerlaouénan	EURO	447 000,00	18/01/2037	354 666,58	50 796,76	20 087,45
☐	E 20180	Emprunt / DD130990	30/12/2018	CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE / AMENAGEMENT DENTRE-VILLE	EURO	1 500 000,00	30/12/2033	1 200 000,00	97 755,12	100 000,00
☐	E 20200	Emprunt / DD151798	03/03/2020	CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE / TRAVAUX INVESTISSEMENTS	EURO	800 000,00	30/01/2035	706 666,69	23 373,00	53 333,32
☐	E 99901	Emprunt / 0421.016	05/02/2007	C.D.C. / Réhabilitation du patronage	EURO	213 000,00	30/01/2022	4 737,09	49,56	18 468,52
☐	E 99901	Emprunt / 10000030	27/05/2013	C.D.C. / PARKING RUE LAENNEC	EURO	200 000,00	15/05/2023	30 000,00	777,00	20 000,00
☐	E 99901	Emprunt / 45 74825	26/08/2002	C.D.C. / Réhabilitation d'un logement	EURO	60 000,00	30/07/2028	14 573,28	857,98	3 464,13
							Total pour budget AUDIERNE-ESQUIBIEN	**4 143 825,07**	**472 650,70**	**406 660,18**

Total général	**4 143 825,07**	**472 650,70**	**406 660,18**

MAIRIE D AUDIERNE - AUDIERNE-ESQUIBIEN

18/02/2022	Récapitulatif pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022	1 / 2

Soldé	Code	TYPE / Référence	Date d'acquisition	Organisme prêteur / Objet	Devise	Montant	Date fin	CRD au 31/12/2022	IRD au 31/12/2022	Capital remboursé sur la période
Budget AUDIERNE-ESQUIBIEN										
☑	E 20070	Emprunt 06000037	26/03/2007	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE AMENAGEMENT ILOT DE KERIVOAS	EURO	153 000,00	15/03/2022	0,00	0,00	3 414,25
☐	E 20080	Emprunt 06000037	04/04/2008	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE DRAGAGE ANCIENNE SOUILLE P.PL.	EURO	116 000,00	15/04/2023	10 165,30	428,98	9 753,72
☐	E 20100	Emprunt 00248087	28/12/2009	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE TRAVAUX COMMUNAUX	EURO	115 000,00	15/12/2024	19 529,31	880,04	9 202,33
☐	E 20100	Emprunt 00248088	28/12/2009	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES	EURO	159 621,00	15/12/2024	27 106,53	1 221,47	12 772,93
☐	E 20100	Emprunt 00248086	18/02/2010	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE TRAVAUX MAISON DU PORT	EURO	170 000,00	15/02/2025	25 500,17	1 262,25	11 333,32
☐	E 20110	Emprunt 00252279	28/07/2011	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE ACQUIS. BAT. AFFAIRES MARIT.	EURO	350 000,00	15/07/2041	261 002,80	102 078,99	9 486,82
☐	E 20120	Emprunt 00253867	04/05/2012	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE TRAVAUX DIVERS	EURO	220 000,00	15/05/2027	73 333,30	9 042,00	14 666,67
☐	E 20130	Emprunt MON28042	06/08/2013	DIVERS TVX SALLE MULTI-FONCTIONS	EURO	416 000,00	01/09/2028	186 148,09	20 644,91	28 655,87
☐	E 20140	Emprunt 10000116	26/06/2014	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE FINANCT SALLE MULTI-FONCTIONS	EURO	170 000,00	15/06/2029	82 452,20	8 017,92	11 409,46
☐	E 20150	Emprunt DD048715	16/04/2015	CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE TRAVAUX	EURO	350 000,00	30/03/2035	227 775,43	24 111,03	16 655,57
☐	E 20160	Emprunt 10000246	25/02/2016	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE CENTRE NAUTIQUE CAP-SIZUN ESQU	EURO	360 000,00	15/03/2036	254 013,60	35 400,32	16 607,08
☐	E 20170	Emprunt 4879210	18/04/2017	CAISSE D'EPARGNE DE BRETAGNE Maison Médicale	EURO	280 000,00	18/01/2032	172 666,59	9 432,12	18 666,68
☐	E 20170	Emprunt MON51373	18/04/2017	LA BANQUE POSTALE Travaux Boulevard Yves Normant	EURO	417 000,00	18/01/2037	311 790,20	41 657,68	19 073,21

MAIRIE D AUDIERNE - AUDIERNE-ESQUIBIEN

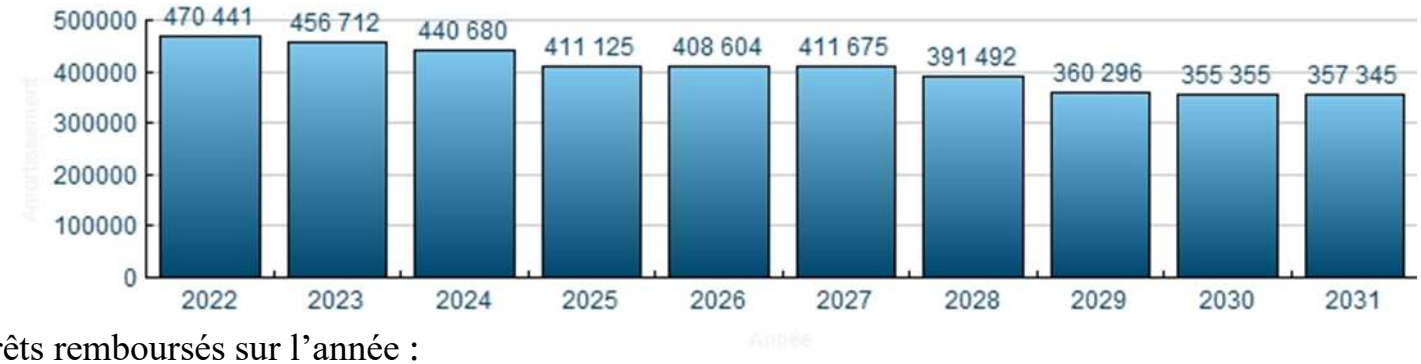
18/02/2022	**Récapitulatif pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022**	2 / 2

Soldé	Code	TYPE / Référence	Date d'acquisition	Organisme prêteur / Objet	Devise	Montant	Date fin	CRD au 31/12/2022	IRD au 31/12/2022	Capital remboursé sur la période
☐	E 20170	Emprunt MON51373	18/04/2017	LA BANQUE POSTALE Terrains Kerlaouénan	EURO	447 000,00	18/01/2037	334 221,21	44 654,37	20 445,37
☐	E 20180	Emprunt DD130990	30/12/2018	CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE AMENAGEMENT DENTRE-VILLE	EURO	1 500 000,00	30/12/2033	1 100 000,00	82 293,86	100 000,00
☐	E 20200	Emprunt DD151798	03/03/2020	CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE TRAVAUX INVESTISSEMENTS	EURO	800 000,00	30/01/2035	653 333,37	20 008,33	53 333,32
☑	E 99901	Emprunt 0421.016	05/02/2007	C.D.C. Réhabilitation du patronage	EURO	213 000,00	30/01/2022	0,00	0,00	4 737,09
☐	E 99901	Emprunt 10000030	27/05/2013	C.D.C. PARKING RUE LAENNEC	EURO	200 000,00	15/05/2023	10 000,00	111,00	20 000,00
☐	E 99901	Emprunt 45 74825	26/08/2002	C.D.C. Réhabilitation d'un logement	EURO	60 000,00	30/07/2028	11 012,90	493,72	3 560,38
☐	E 99901	Emprunt 10000974	11/10/2021	CAISSE CRED. AGRIC./ & SORAVIE Marché de voirie et réseaux divers 2020 (délib	EURO	1 300 000,00	15/11/2036	1 213 333,32	35 444,55	86 666,68
							Total pour budget AUDIERNE-ESQUIBIEN	**4 973 384,32**	**437 183,54**	**470 440,75**

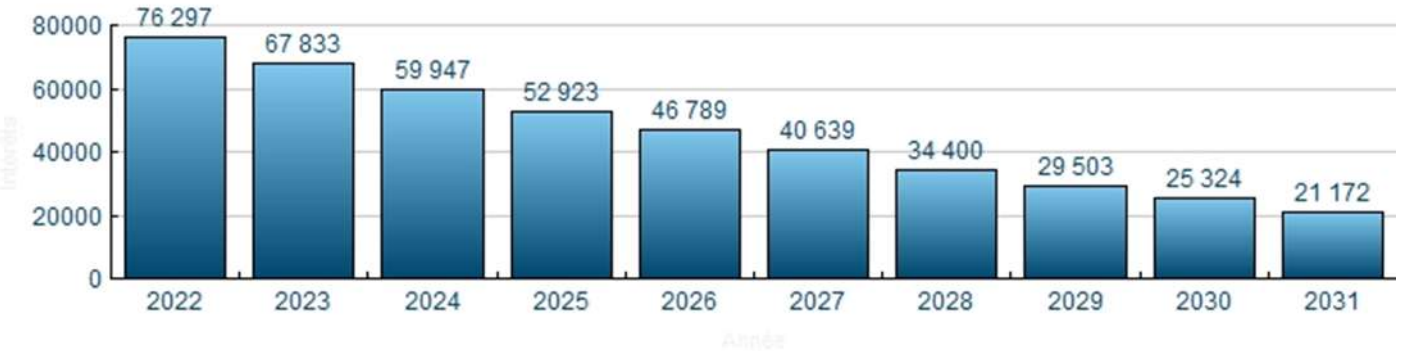
Total général	**4 973 384,32**	**437 183,54**	**470 440,75**

III – TABLEAU PREVISIONNEL D'EXTINCTION DE LA DETTE

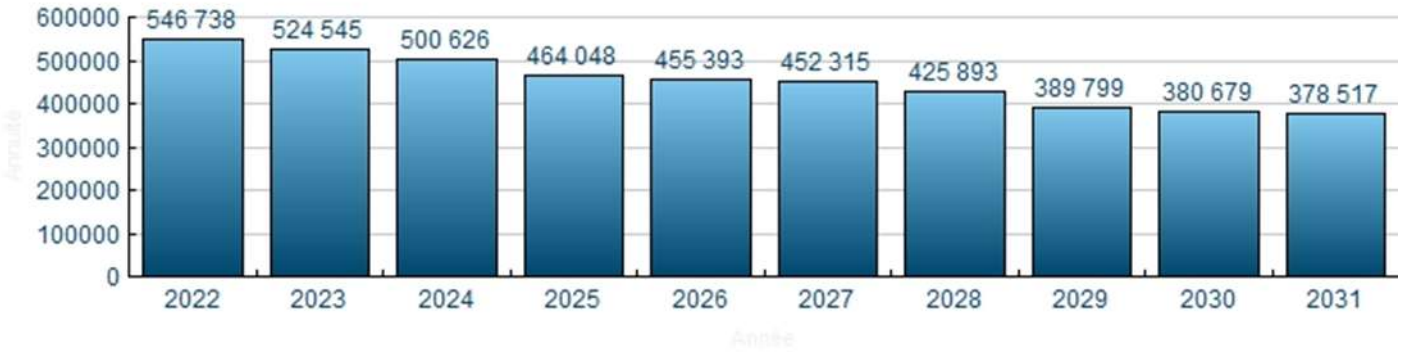
Capital remboursé sur l'année :



Intérêts remboursés sur l'année :



Annuité (capital + intérêts remboursés sur l'année) :



ANNEXE N°7 : ETUDE PROSPECTIVE

Une étude prospective de la commune a été effectuée par le bureau d'études « Ressources Consultants Finances », missionné par la communauté de communes du Cap Sizun – Pointe du Raz, le 09 juillet 2018.

La simulation ajustée (n°2) est la suivante :

Modèle REGARDS

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE

2017 - 2022

Audierne

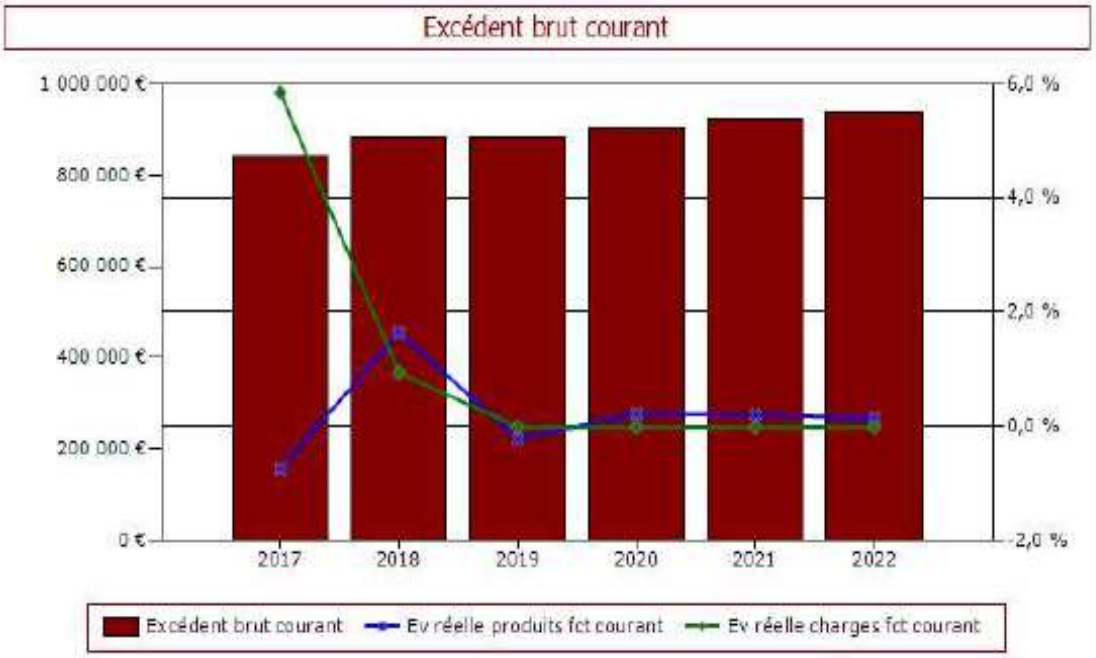
Simulation n° 2

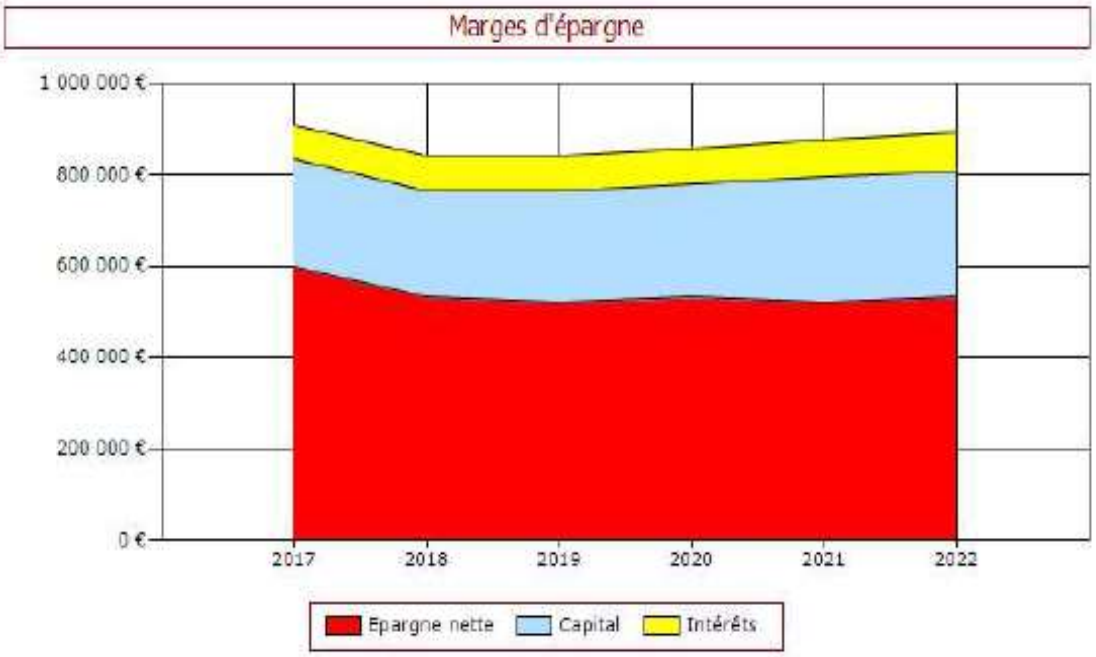
09/07/2018

I. CHAINE DE L'EPARGNE

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits de fct. courant	4 007 003	4 113 681	4 145 756	4 196 554	4 247 133	4 296 080
- Charges de fct. courant	3 167 300	3 228 974	3 260 963	3 293 273	3 325 906	3 358 865
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	**839 703**	**884 708**	**884 793**	**903 282**	**921 227**	**937 214**
+ Solde exceptionnel large	**67 726**	**-45 013**	**-45 013**	**-45 013**	**-45 014**	**-45 014**
= Produits exceptionnels larges*	124 354	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
- Charges exceptionnelles larges*	56 628	50 013	50 013	50 013	50 014	50 014
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**907 429**	**839 694**	**839 780**	**858 268**	**876 214**	**892 200**
- Intérêts	75 142	74 009	75 857	78 409	81 353	84 472
= EPARGNE BRUTE (EB)	**832 287**	**765 685**	**763 923**	**779 859**	**794 861**	**807 728**
- Capital	234 245	233 661	244 053	249 013	273 928	275 778
= EPARGNE NETTE (EN)	**598 042**	**532 024**	**519 869**	**530 846**	**520 933**	**531 950**

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)





II. ANNUITE DE LA DETTE

II.1 - Dette antérieure corrigée

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Capital net antérieur corrigé *	234 245	233 661	223 062	206 860	210 417	190 687
Intérêts nets antérieurs corrigés	75 142	74 009	66 857	60 287	54 010	47 835
Annuité nette antérieure corrigée	**309 387**	**307 670**	**289 919**	**267 147**	**264 427**	**238 522**

* Dette corrigée des remboursements anticipés, des variations des taux variables et des transferts de dette

II.2 - Dette nouvelle

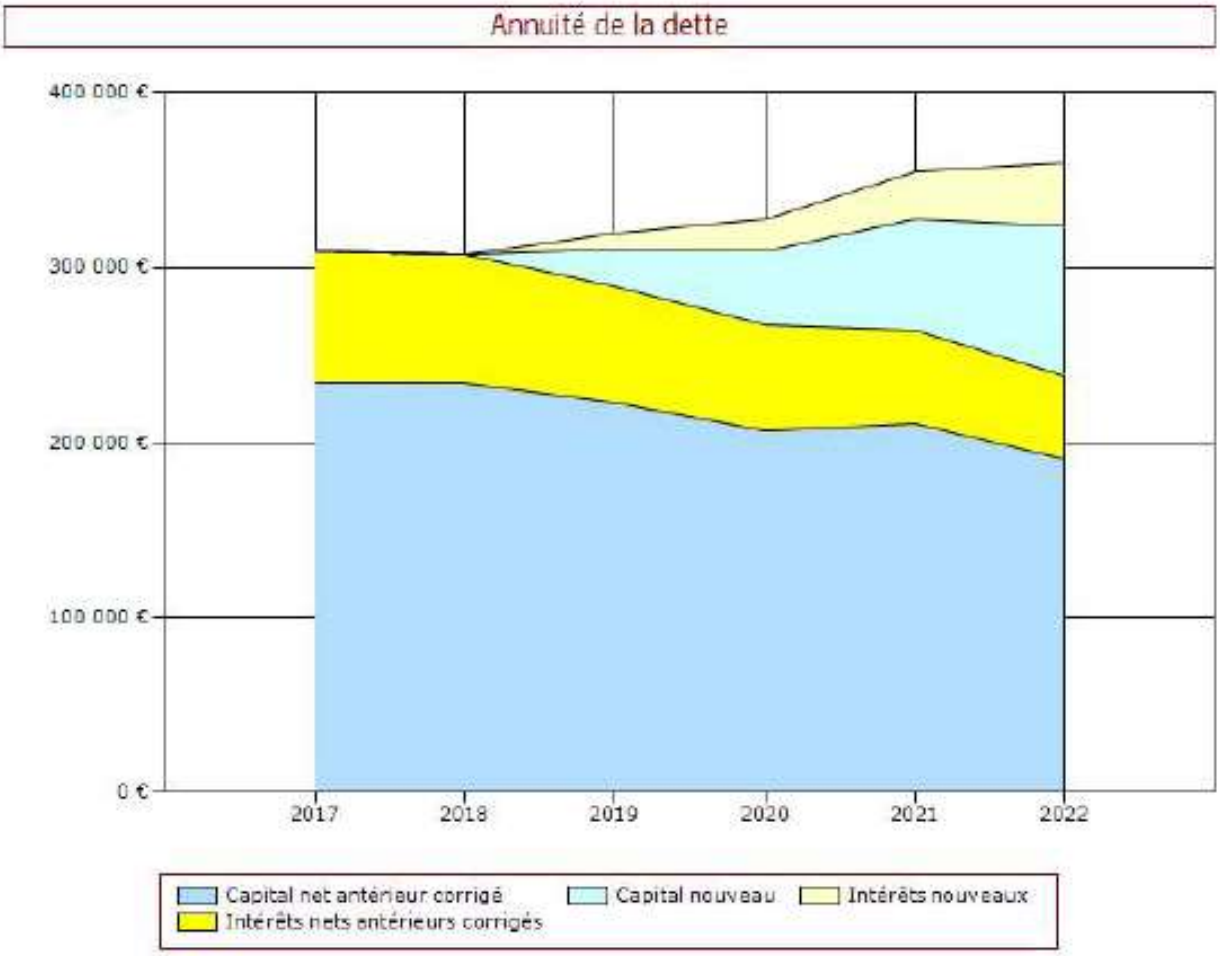
€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Capital nouveau		0	20 991	42 153	63 511	85 091
Intérêts nouveaux		0	9 000	18 122	27 343	36 637
Annuité de dette nouvelle		**0**	**29 991**	**60 275**	**90 854**	**121 728**

II.3 - Dette totale

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Capital	234 245	233 661	244 053	249 013	273 928	275 778
Intérêts	75 142	74 009	75 857	78 409	81 353	84 472
Annuité de dette totale	**309 387**	**307 670**	**319 910**	**327 422**	**355 281**	**360 250**

II.4 - Ratios

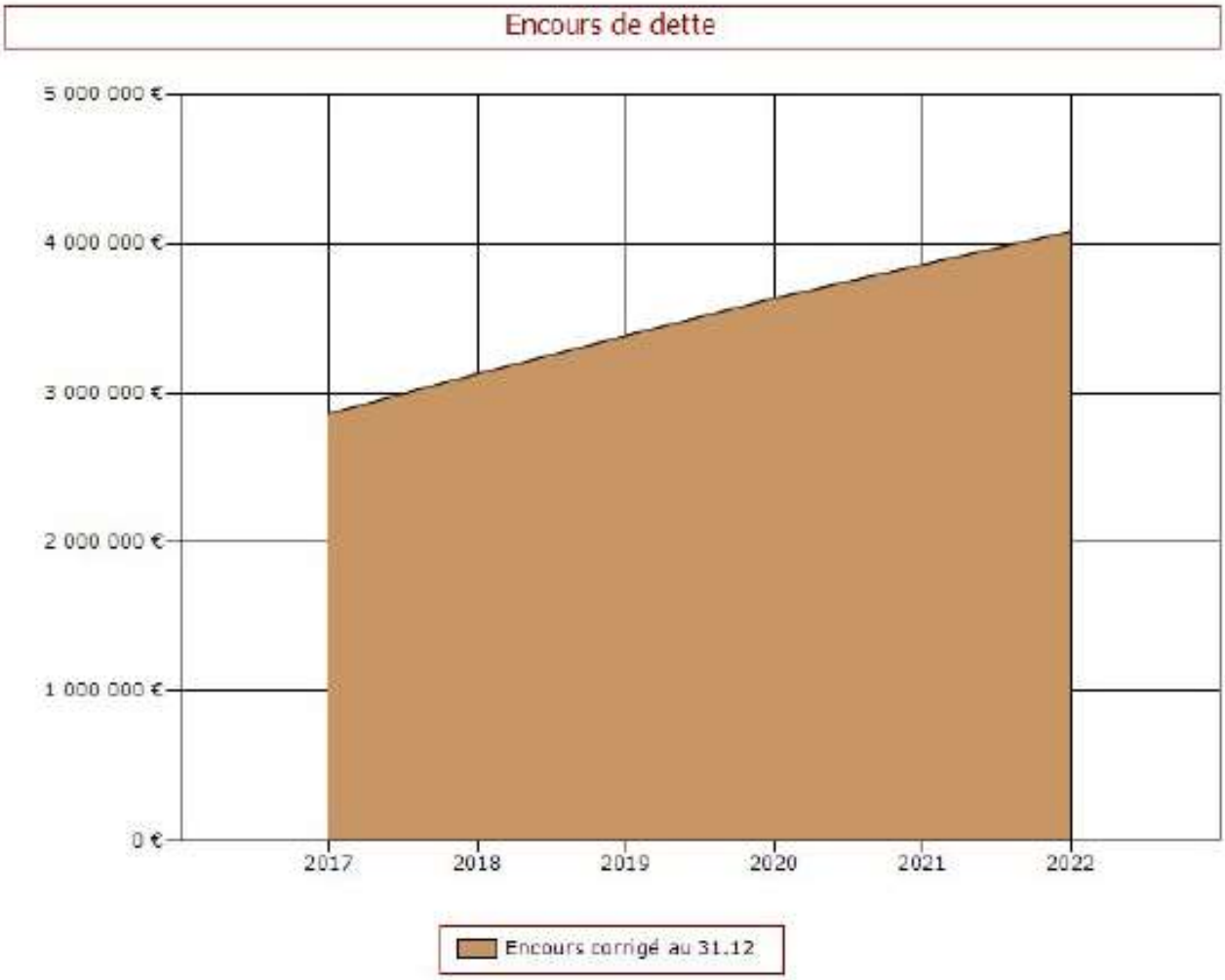
€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Annuité de dette	309 387	307 670	319 910	327 422	355 281	360 250
Produits de fonctionnement	4 131 357	4 118 681	4 150 756	4 201 554	4 252 133	4 301 080
Annuité / Prod de fct	**7,5%**	**7,5%**	**7,7%**	**7,8%**	**8,4%**	**8,4%**
Annuité de dette	309 387	307 670	319 910	327 422	355 281	360 250
Population	3 807	3 804	3 814	3 824	3 834	3 844
Annuité / Habitant en €	**81,3**	**80,9**	**83,9**	**85,6**	**92,7**	**93,7**



III. ENCOURS DE LA DETTE

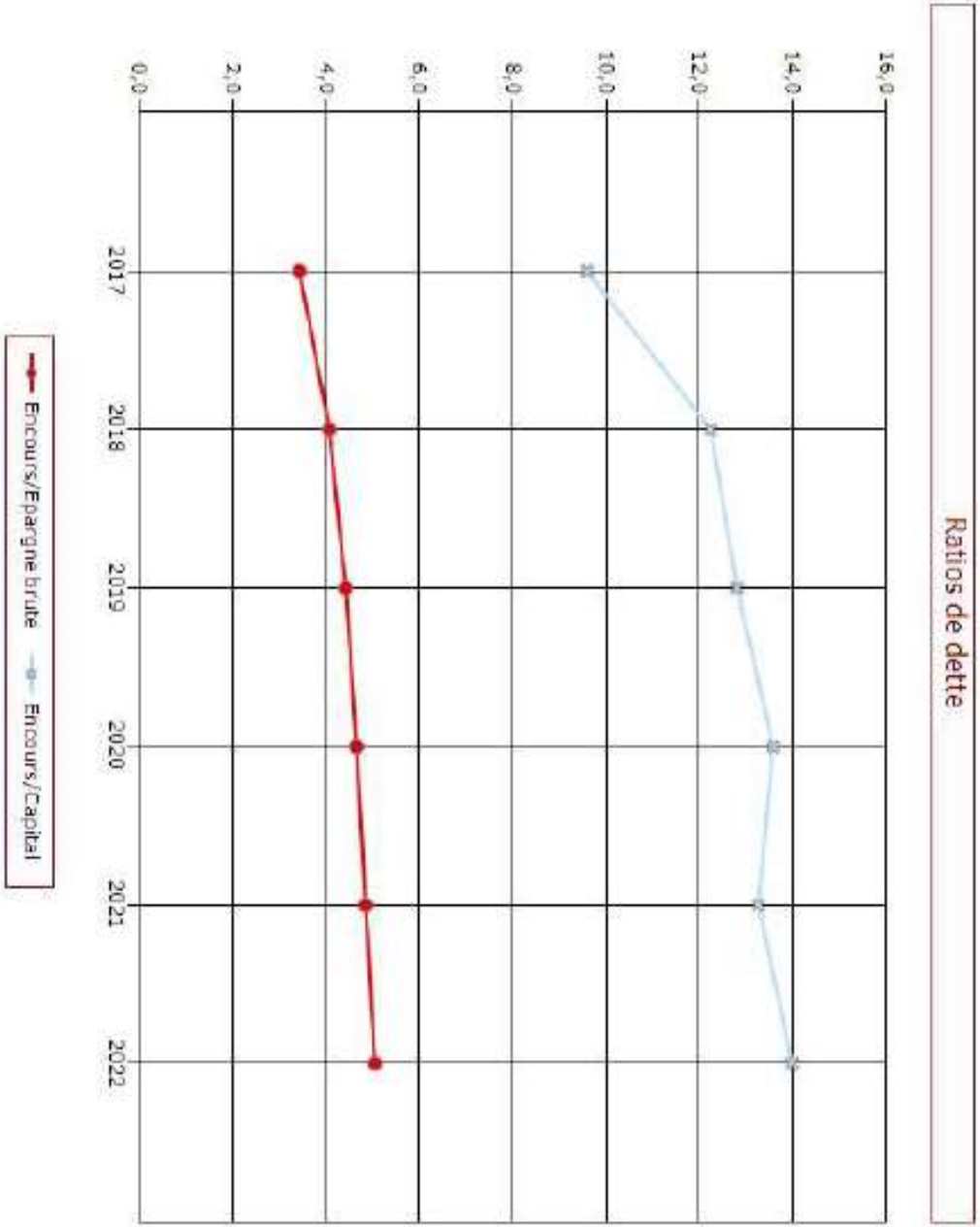
III.1 - Encours et délai d'extinction de la dette

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours corrigé au 31.12	2 863 072	3 129 411	3 385 358	3 636 344	3 862 416	4 086 638
Epargne brute	832 287	765 685	763 923	779 859	794 861	807 728
ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE BRUTE	**3,4**	**4,1**	**4,4**	**4,7**	**4,9**	**5,1**



III.2 - Durée apparente de la dette

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours corrigé au 01.01	2 250 455	2 863 072	3 129 411	3 385 358	3 636 344	3 862 416
Capital	234 245	233 661	244 053	249 013	273 928	275 778
ENCOURS corrigé / CAPITAL	**9,6**	**12,3**	**12,8**	**13,6**	**13,3**	**14,0**


Ratios de dette
16,0
14,0
12,0
10,0
8,0
6,0
4,0
2,0
0,0
2017
2018
2019
2020
2021
2022
Encours/Epargne brute
Encours/Capital

IV. RATIOS ET INDICATEURS

IV.1 - Ratios

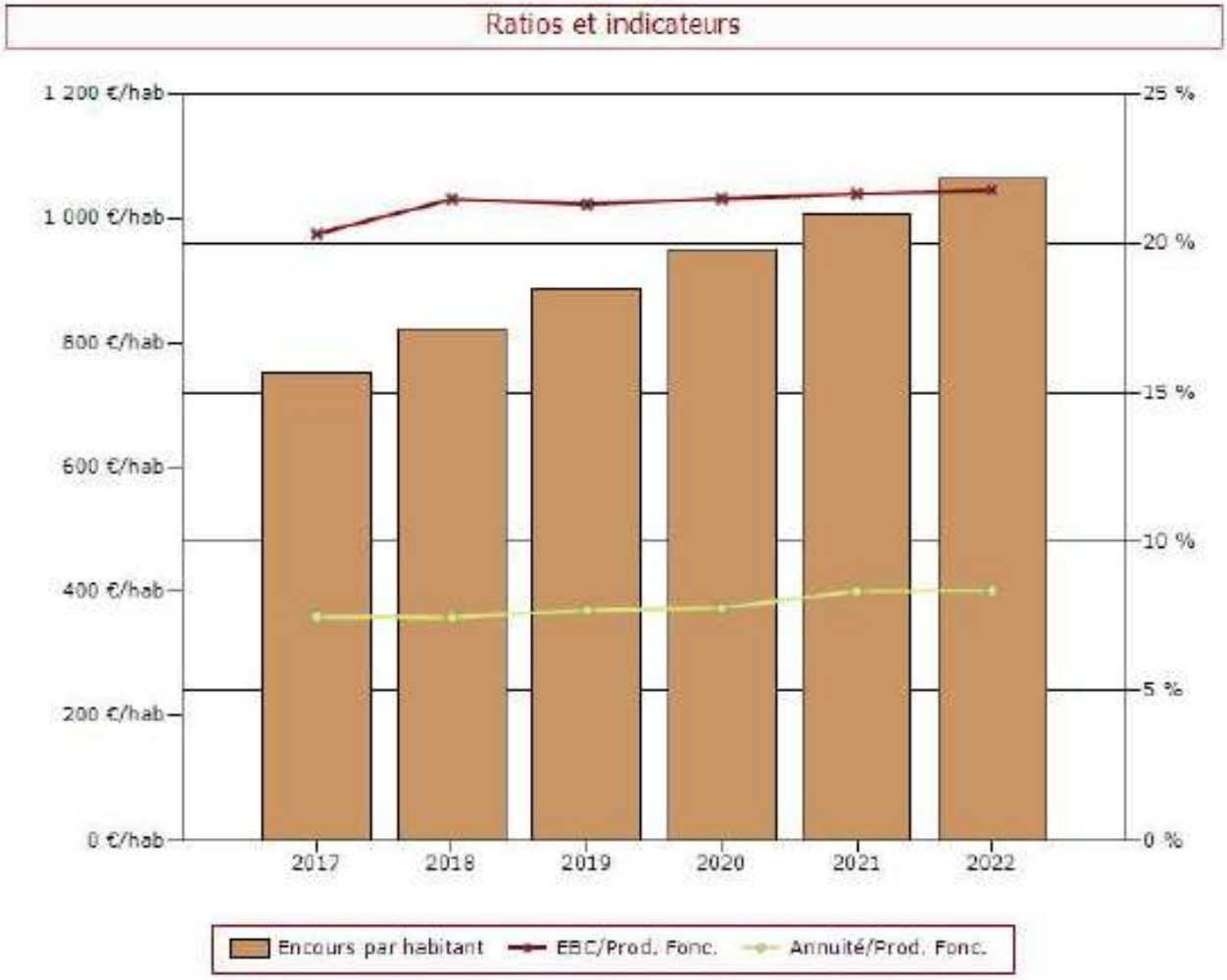
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Excéd. brut courant / Prod. Fct.	20,3%	21,5%	21,3%	21,5%	21,7%	21,8%
Epargne de gestion / Prod. Fct.	22,0%	20,4%	20,2%	20,4%	20,6%	20,7%
Epargne brute / Prod. Fct.	20,1%	18,6%	18,4%	18,6%	18,7%	18,8%
Epargne nette / Prod. Fct.	14,5%	12,9%	12,5%	12,6%	12,3%	12,4%
Epargne nette / Dép. Inv. (hors dette)	29,7%	21,7%	32,2%	40,4%	41,5%	42,3%
Emprunt / Dép. Inv. (hors dette)	42,9%	20,4%	31,0%	38,0%	39,8%	39,7%
Encours corrigé au 31.12 / Prod. Fct.	69,3%	76,0%	81,6%	86,5%	90,8%	95,0%
Annuité / Prod. Fct.	7,5%	7,5%	7,7%	7,8%	8,4%	8,4%

IV.2 - Indicateurs

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Indice RPI	3,1	2,5	2,2	2,9	3,2	3,4
Epargne brute / DAP	34,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Encours au 31.12 / Epargne brute	3,4	4,1	4,4	4,7	4,9	5,1
Encours au 31.12 / hab	752,1	822,7	887,6	950,9	1 007,4	1 063,1

RPI = Ressources propres d'investissement (FCTVA, Cessions, ...)

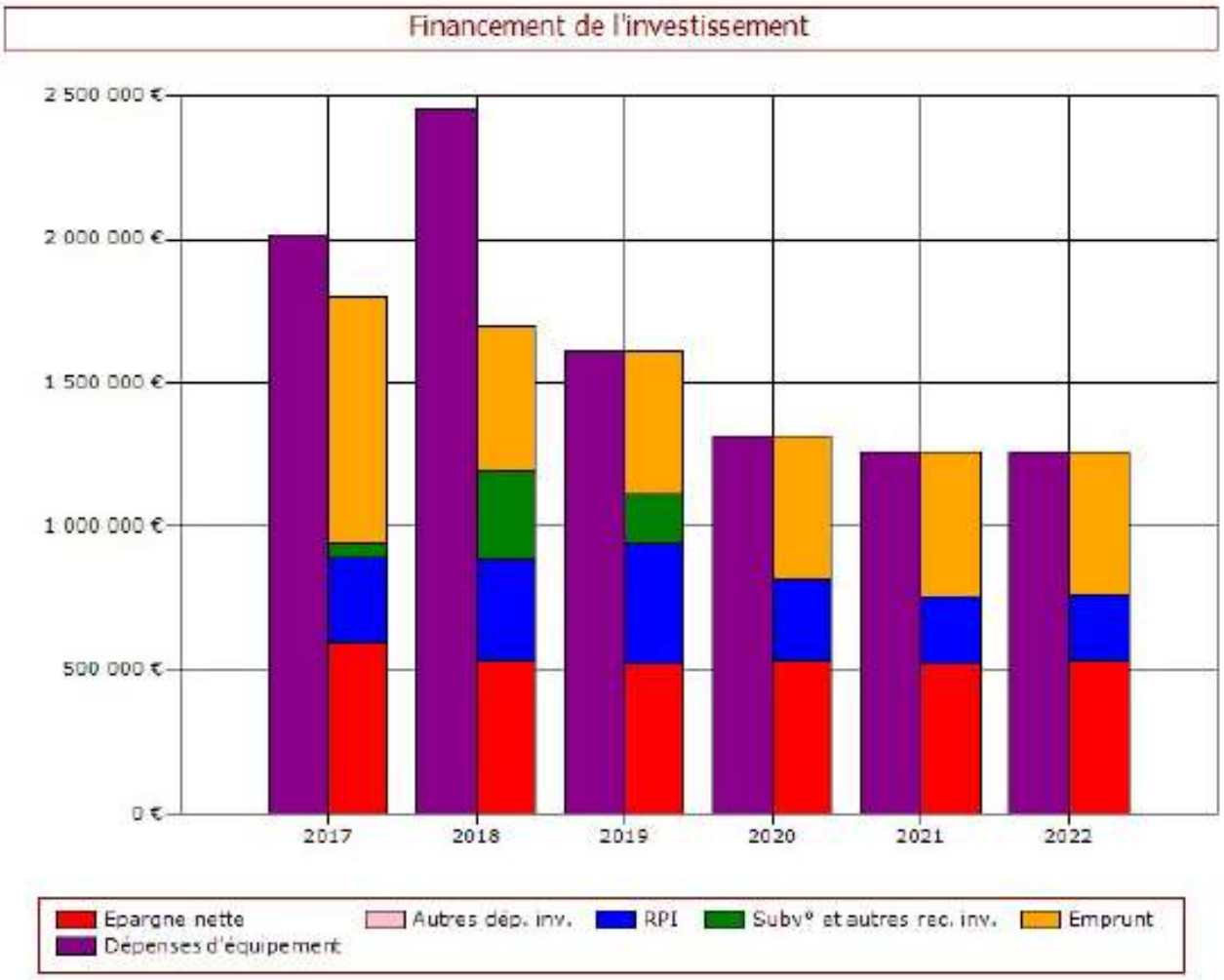
Indice RPI (IRPI) = (Epnette + RPI) / RPI



V. FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dép. d'inv. hs annuité en capital	**2 015 689**	**2 453 946**	**1 612 415**	**1 315 346**	**1 256 702**	**1 258 100**
Dép. d'inv. hs dette	2 015 689	2 453 946	1 612 415	1 315 346	1 256 702	1 258 100
Dépenses d'équipement	2 015 689	2 453 946	1 612 415	1 315 346	1 256 702	1 258 100
Dépenses directes d'équipement	2 015 689	2 453 946	1 612 415	1 315 346	1 256 702	1 258 100
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	0	0	0	0	0	0
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)		0	0	0	0	0
Dépenses financières d'inv.	0	0	0	0	0	0
Remboursements anticipés	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements	**1 801 591**	**1 693 678**	**1 612 415**	**1 315 346**	**1 256 702**	**1 258 100**
Epargne nette	598 042	532 024	519 869	530 846	520 933	531 950
Ressources propres d'inv. (RPI)	290 751	350 654	422 545	284 501	235 769	226 149
FCTVA	141 082	330 654	402 545	264 501	215 769	206 149
Produits des cessions	132 700	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 13146)		0	0	0	0	0
Diverses RPI	16 969	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes...)	6 380	0	0	0	0	0
Subventions yc DGE / DETR	42 418	311 000	170 000	0	0	0
Emprunt	864 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Variation de l'excédent global	-214 098	-760 268	0	0	0	0

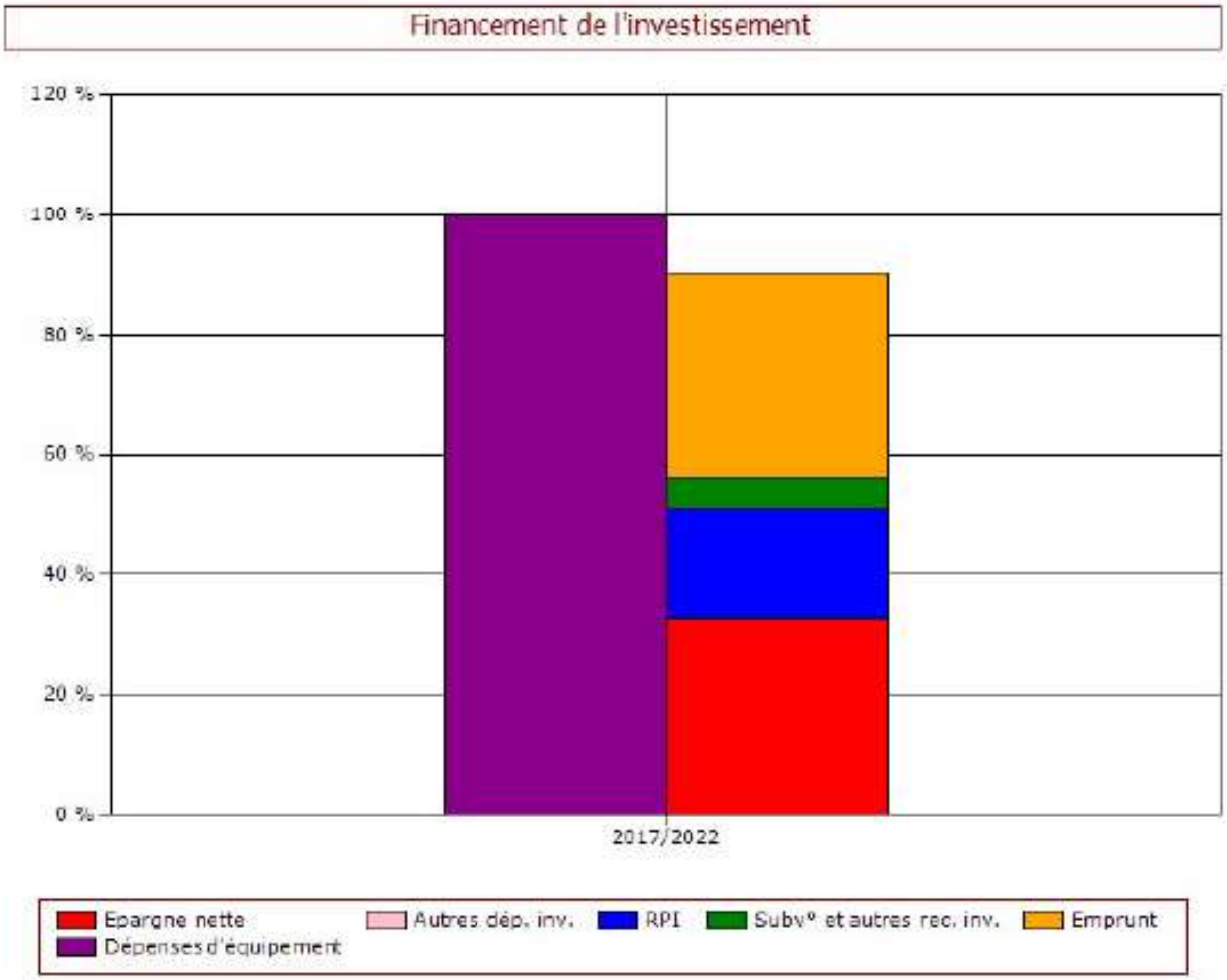
€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Excédent global de clôture (EGC)	760 268	0	0	0	0	0



VI. STRUCTURE MOYENNE DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Moyenne 2017/2022	€	€/hab	Structure
Dép. d'inv. hs annuité en capital	**1 652 033**	**432,34**	**100,0%**
Dép. d'inv. hs dette	1 652 033	432,34	100,0%
Dépenses d'équipement	1 652 033	432,34	100,0%
Dépenses directes d'équipement	1 652 033	432,34	100,0%
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	0	0,00	0,0%
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	0	0,00	0,0%
AC Investissement (Cpt 2046)	s.o.	s.o.	0,0%
Dépenses financières d'inv.	0	0,00	0,0%
Remboursements anticipés	0	0,00	0,0%
Financement des investissements	**1 489 639**	**389,84**	**90,2%**
Epargne nette	538 944	141,04	32,6%
Ressources propres d'inv. (RPI)	301 728	78,96	18,3%
FCTVA	260 117	68,07	15,7%
Produits des cessions	22 117	5,79	1,3%
AC Investissement (Cpt 13146)	s.o.	s.o.	0,0%
Diverses RPI	19 495	5,10	1,2%
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	0	0,00	0,0%
Fonds affectés (amendes...)	1 063	0,28	0,1%
Subventions yc DGE / DETR	87 236	22,83	5,3%
Emprunt	560 667	146,73	33,9%
Variation de l'excédent global	-162 394	-42,50	-9,8%

Moyenne 2017/2022	€	€/hab	Structure
Excédent global de clôture (EGC)	126 711	33,16	7,7%

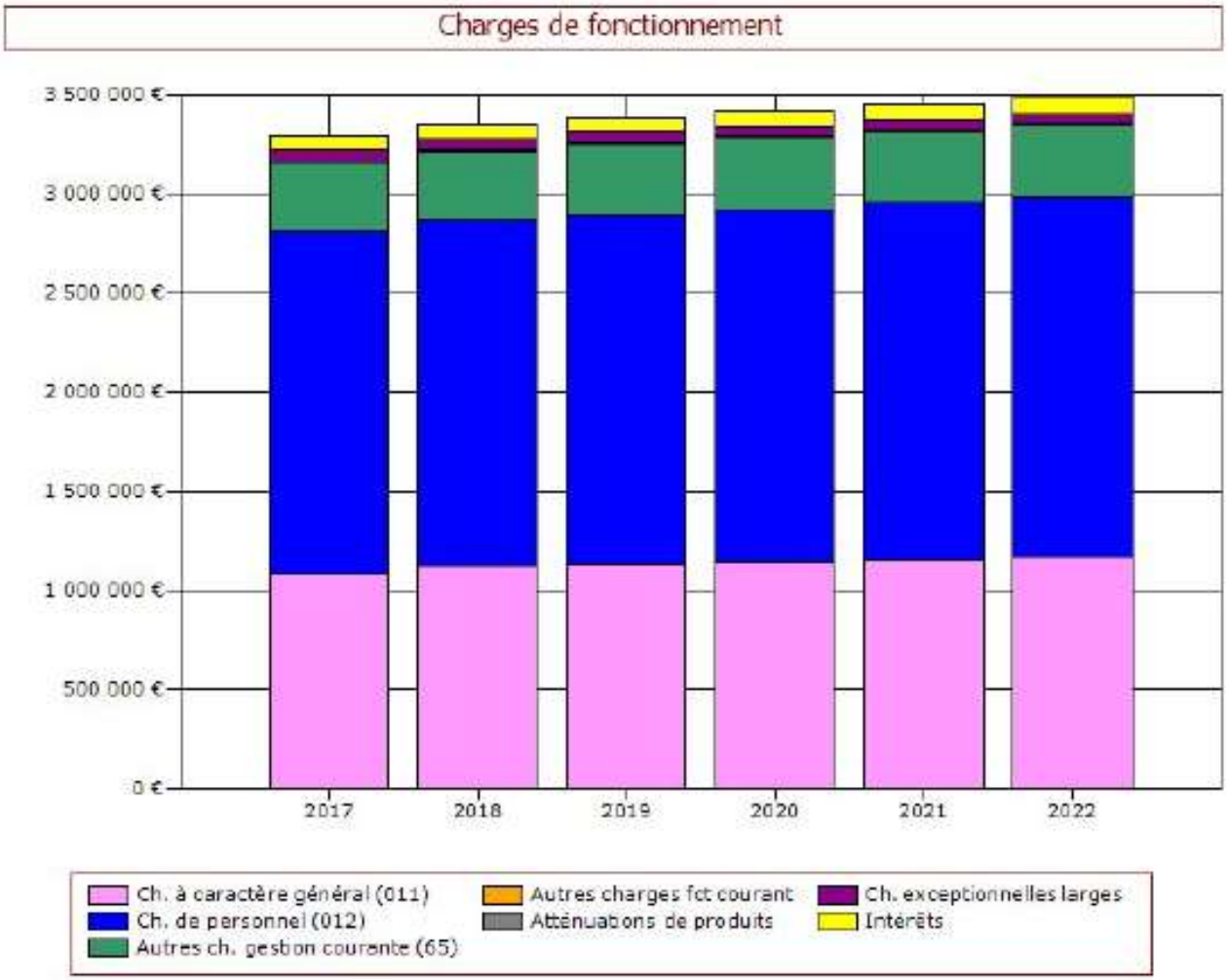


VII. CHARGES DE FONCTIONNEMENT

VII.1 - Montant des charges de fonctionnement

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Charges fct courant strictes	3 167 300	3 228 974	3 260 963	3 293 273	3 325 906	3 358 865
Charges à caractère général	1 080 138	1 120 939	1 131 848	1 142 867	1 153 995	1 165 235
Charges de personnel	1 729 956	1 747 256	1 764 728	1 782 375	1 800 199	1 818 201
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus	357 206	360 778	364 386	368 030	371 710	375 427
Autres charges fct courant	0	1	1	1	2	3
Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0
Charges fct courant	**3 167 300**	**3 228 974**	**3 260 963**	**3 293 273**	**3 325 906**	**3 358 865**
Charges exceptionnelles larges *	56 628	50 013	50 013	50 013	50 014	50 014
Charges fct hs intérêts	**3 223 928**	**3 278 987**	**3 310 976**	**3 343 286**	**3 375 919**	**3 408 879**
Intérêts	75 142	74 009	75 857	78 409	81 353	84 472
Charges de fonctionnement	**3 299 070**	**3 352 996**	**3 386 833**	**3 421 695**	**3 457 272**	**3 493 351**

* y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)



VII.2 - Evolution nominale des charges de fonctionnement

	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Charges fct courant strictes	1,2%	1,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Charges à caractère général	1,5%	3,8%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Charges de personnel	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Autres charges fct courant	s.o.	s.o.	0,0%	0,0%	100,0%	50,0%
Atténuations de produits	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Charges fct courant	**1,2%**	**1,9%**	**1,0%**	**1,0%**	**1,0%**	**1,0%**
Charges exceptionnelles larges *	-2,5%	-11,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Charges fct hs intérêts	**1,1%**	**1,7%**	**1,0%**	**1,0%**	**1,0%**	**1,0%**
Intérêts	2,4%	-1,5%	2,5%	3,4%	3,8%	3,8%
Charges de fonctionnement	**1,2%**	**1,6%**	**1,0%**	**1,0%**	**1,0%**	**1,0%**

* y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)

VII.3 - Evolution réelle des charges de fonctionnement (hors inflation)

	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Charges fct courant strictes	0,2%	0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Charges à caractère général	0,5%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Charges de personnel	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres charges fct courant	s.o.	s.o.	-1,0%	-1,0%	98,0%	48,5%
Atténuations de produits	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Charges fct courant	**0,2%**	**0,9%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**
Charges exceptionnelles larges *	-3,4%	-12,6%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%
Charges fct hs intérêts	**0,1%**	**0,7%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**
Intérêts	1,4%	-2,5%	1,5%	2,3%	2,7%	2,8%
Charges de fonctionnement	**0,1%**	**0,6%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**

* y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)

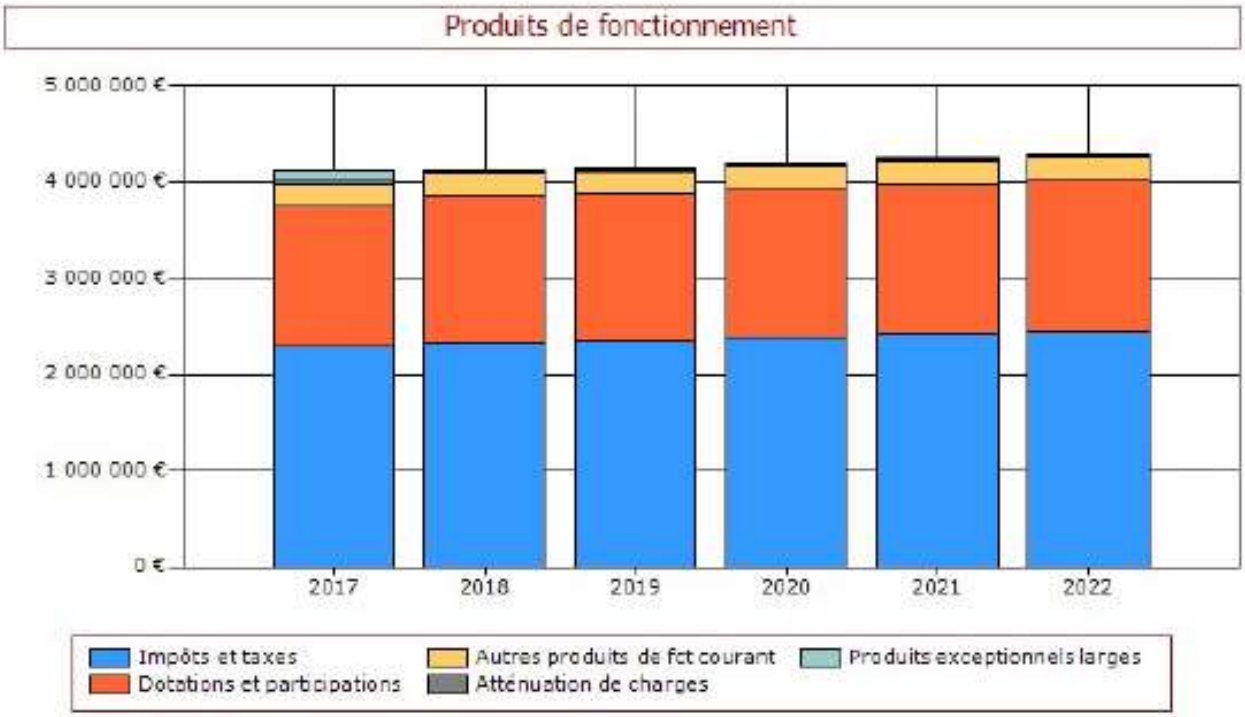
Inflation budgétaire	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*

VIII. PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

VIII.1 - Montant des produits de fonctionnement

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits fct courant stricts	3 971 240	4 077 561	4 109 274	4 159 708	4 209 918	4 258 492
Impôts et taxes	2 286 030	2 321 412	2 351 874	2 382 878	2 414 431	2 446 537
Contributions directes	2 008 384	2 041 397	2 072 700	2 104 481	2 136 747	2 169 504
Impôts ménages	2 009 123	2 041 397	2 072 700	2 104 481	2 136 747	2 169 504
TP/CFE	0	0	0	0	0	0
CVAE	0	0	0	0	0	0
IFER	0	0	0	0	0	0
TA FNB	0	0	0	0	0	0
TASCOM	0	0	0	0	0	0
Rôles supplémentaires	-739	0	0	0	0	0
Dotation communautaire reçue	111 781	111 781	111 781	111 781	111 781	111 781
AC reçue	108 780	108 780	108 780	108 780	108 780	108 780
DSC reçue	3 001	3 001	3 001	3 001	3 001	3 001
Reversements conventionnels reçus	0	0	0	0	0	0
Attribution FPIC	61 860	64 508	62 629	60 805	59 034	57 314
Solde impôts et taxes	104 005	103 726	104 763	105 811	106 869	107 938
Dotations et participations	1 463 834	1 532 559	1 531 575	1 548 745	1 565 123	1 579 287
DGF	1 227 255	1 300 514	1 298 216	1 314 365	1 329 711	1 342 833
Fonds de péréquation divers	0	0	0	0	0	0
Compensations fiscales	108 648	104 114	105 428	106 449	107 481	108 522
Compensations pertes bases	0	0	0	0	0	0
FCTVA fct	0	0	0	0	0	0
Solde participations diverses	127 931	127 931	127 931	127 931	127 931	127 931
Autres produits fct courant	221 376	223 590	225 826	228 084	230 365	232 668
Produits des services	196 389	198 353	200 336	202 340	204 363	206 407
Travaux en régie	0	0	0	0	0	0
Produits de gestion	24 987	25 237	25 489	25 744	26 002	26 262
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	35 763	36 121	36 482	36 847	37 215	37 587
PROD. FCT COURANT	**4 007 003**	**4 113 681**	**4 145 756**	**4 196 554**	**4 247 133**	**4 296 080**
Produits exceptionnels larges *	124 354	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
PROD. DE FONCTIONNEMENT	**4 131 357**	**4 118 681**	**4 150 756**	**4 201 554**	**4 252 133**	**4 301 080**

* y compris les produits financiers divers (76 - 762)



VIII.2 - Evolution nominale des produits de fonctionnement

	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Produits fct courant stricts	1,4%	2,7%	0,8%	1,2%	1,2%	1,2%
Impôts et taxes	1,4%	1,5%	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Contributions directes	1,6%	1,6%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Impôts ménages	1,5%	1,6%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
TP/CFE	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
CVAE	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
IFER	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
TA FNB	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
TASCOM	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rôles supplémentaires	-100,0%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Dotation communautaire reçue	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
AC reçue	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
DSC reçue	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Reversements conventionnels reçus	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Attribution FPIC	-1,5%	4,3%	-2,9%	-2,9%	-2,9%	-2,9%
Solde impôts et taxes	0,7%	-0,3%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Dotations et participations	1,5%	4,7%	-0,1%	1,1%	1,1%	0,9%
DGF	1,8%	6,0%	-0,2%	1,2%	1,2%	1,0%
Fonds de péréquation divers	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Compensations fiscales	0,0%	-4,2%	1,3%	1,0%	1,0%	1,0%
Compensations pertes bases	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
FCTVA fct	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Solde participations diverses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres produits fct courant	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Produits des services	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Travaux en régie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Produits de gestion	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Produits divers d'exploitation	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Atténuations de charges	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
PROD. FCT COURANT	**1,4%**	**2,7%**	**0,8%**	**1,2%**	**1,2%**	**1,2%**
Produits exceptionnels larges *	-47,4%	-96,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PROD. DE FONCTIONNEMENT	**0,8%**	**-0,3%**	**0,8%**	**1,2%**	**1,2%**	**1,2%**

* y compris les produits financiers divers (76 - 762)

VIII.3 - Evolution réelle des produits de fonctionnement (hors inflation)

	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Produits fct courant stricts	0,4%	1,7%	-0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Impôts et taxes	0,4%	0,5%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Contributions directes	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Impôts ménages	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
TP/CFE	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
CVAE	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
IFER	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
TA FNB	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
TASCOM	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rôles supplémentaires	-100,0%	-100,0%	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Dotation communautaire reçue	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%
AC reçue	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%
DSC reçue	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%
Reversements conventionnels reçus	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Attribution FPIC	-2,5%	3,2%	-3,9%	-3,9%	-3,9%	-3,9%
Solde impôts et taxes	-0,3%	-1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dotations et participations	0,5%	3,7%	-1,1%	0,1%	0,1%	-0,1%
DGF	0,8%	4,9%	-1,2%	0,2%	0,2%	0,0%
Fonds de péréquation divers	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Compensations fiscales	-1,0%	-5,1%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Compensations pertes bases	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
FCTVA fct	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Solde participations diverses	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%
Autres produits fct courant	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits des services	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Travaux en régie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Produits de gestion	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits divers d'exploitation	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Atténuations de charges	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PROD. FCT COURANT	**0,4%**	**1,6%**	**-0,2%**	**0,2%**	**0,2%**	**0,2%**
Produits exceptionnels larges *	-47,9%	-96,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-1,0%
PROD. DE FONCTIONNEMENT	**-0,2%**	**-1,3%**	**-0,2%**	**0,2%**	**0,2%**	**0,1%**

* y compris les produits financiers divers (76 - 762)

Inflation budgétaire	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*

IX. ANALYSE DE LA FISCALITE COMMUNALE

IX.1 - Taux d'imposition communaux

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux TH	13,75%	13,75%	13,75%	13,75%	13,75%	13,75%
Taux FB	15,58%	15,58%	15,58%	15,58%	15,58%	15,58%
Taux FNB	40,12%	40,12%	40,12%	40,12%	40,12%	40,12%
Taux TP/CFE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Evolution	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Taux TH	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux FB	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux FNB	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux TP/CFE	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

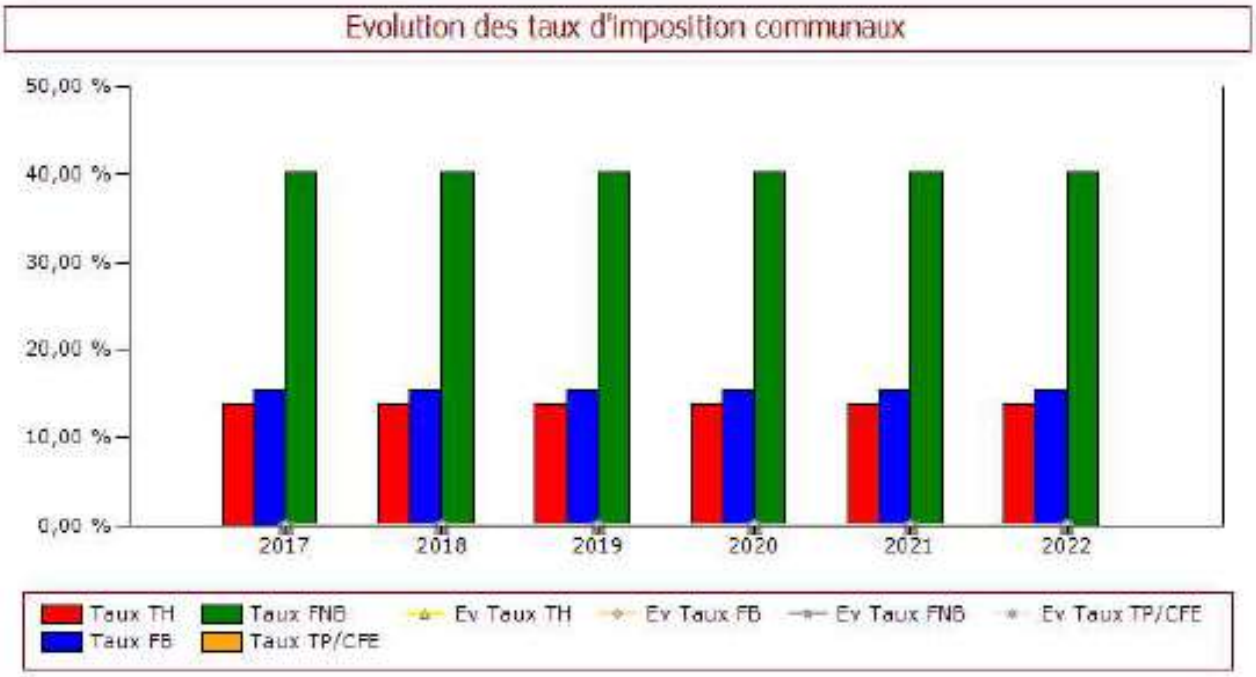
IX.2 - Bases nettes d'imposition

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Base nette TH	7 904 010	8 044 000	8 168 816	8 295 548	8 424 225	8 554 877
dont base résidences secondaires	0	0	0	0	0	0
Base nette FB	5 721 174	5 806 000	5 895 190	5 985 740	6 077 672	6 171 005
Base nette FNB	77 175	76 700	77 312	77 929	78 551	79 178
Base nette TP						
Base nette CFE	0	0	0	0	0	0

Evolution nominale	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Base nette TH	1,6%	1,8%	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%
dont base résidences secondaires	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Base nette FB	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Base nette FNB	0,5%	-0,6%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
Base nette TP						
Base nette CFE	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Evolution physique	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Base nette TH	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
dont base résidences secondaires	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Base nette FB	0,5%	0,3%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Base nette FNB	-0,5%	-1,8%	-0,2%	-0,2%	-0,2%	-0,2%
Base nette TP						
Base nette CFE	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Indice d'actualisation TH et FB	*1,010*	*1,012*	*1,010*	*1,010*	*1,010*	*1,010*
Indice d'actualisation CFE	*1,010*	*1,012*	*1,010*	*1,010*	*1,010*	*1,010*



X. ANALYSE SYNTHETIQUE DES DOTATIONS

X.1 - Population

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Population totale	3 807	3 804	3 814	3 824	3 834	3 844
Résidences secondaires	1 214	1 386	1 386	1 386	1 386	1 386
Majoration places de caravane*	0	0	0	0	0	0
Population DGF	**5 021**	**5 190**	**5 200**	**5 210**	**5 220**	**5 230**

(*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou à la DSR BC en n-1

X.2 - DGF, Fonds de Péréquation et Compensations fiscales

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire	759 407	774 556	775 453	776 349	777 246	778 144
Effet variation de population	-2 678	15 149	897	897	897	897
Effet prélèvement pour péréquation	0	0	0	0	0	0
Contribution RFP	2 678	0	0	0	0	0
Effet CPS*	0	0	0	0	0	0
+ Dot° d'aménagement (DSU, DSR, DNP)	467 848	525 958	522 763	538 016	552 465	564 690
dont DSU	0	0	0	0	0	0
dont DSR	363 328	409 818	408 913	426 227	442 714	456 748
dont DNP	104 520	116 140	113 850	111 789	109 750	107 942
+ DGF DOM TOM ou divers	0	0	0	0	0	0
+ Ajustements			0	0	0	0
= DGF (A)	**1 227 255**	**1 300 514**	**1 298 216**	**1 314 365**	**1 329 711**	**1 342 833**

(*) En 2011, la fraction CPS de la DC est augmentée à hauteur de la suppression du prélèvement FT et diminuée du montant de la TASCOM transférée

FDTP	0	0	0	0	0	0
+ FPIC	61 860	64 508	62 629	60 805	59 034	57 314
+ DDR + DDU + Autres	0	0	0	0	0	0
= Fonds de péréquation (B)	**61 860**	**64 508**	**62 629**	**60 805**	**59 034**	**57 314**
Compensations fiscales (C)	**108 648**	**104 114**	**105 428**	**106 449**	**107 481**	**108 522**
DOTATIONS (A) + (B) + (C)	**1 397 763**	**1 469 136**	**1 466 273**	**1 481 619**	**1 496 225**	**1 508 670**

Evolution nominale des dotations communales	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Dotation forfaitaire	0,5%	2,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Dot° d'aménagement (DSU, DSR, DNP)	3,8%	12,4%	-0,6%	2,9%	2,7%	2,2%
DGF	**1,8%**	**6,0%**	**-0,2%**	**1,2%**	**1,2%**	**1,0%**
Fonds de péréquation	**-1,5%**	**4,3%**	**-2,9%**	**-2,9%**	**-2,9%**	**-2,9%**
Compensations fiscales	**0,0%**	**-4,2%**	**1,3%**	**1,0%**	**1,0%**	**1,0%**
Dotations	**1,5%**	**5,1%**	**-0,2%**	**1,0%**	**1,0%**	**0,8%**

Evolution réelle (hors inflation)	Moy.	2018/17	2019/18	2020/19	2021/20	2022/21
Dotation forfaitaire	-0,5%	1,0%	-0,9%	-0,9%	-0,9%	-0,9%
Dot° d'aménagement (DSU, DSR, DNP)	2,8%	11,3%	-1,6%	1,9%	1,7%	1,2%
DGF	**0,8%**	**4,9%**	**-1,2%**	**0,2%**	**0,2%**	**0,0%**
Fonds de péréquation	**-2,5%**	**3,2%**	**-3,9%**	**-3,9%**	**-3,9%**	**-3,9%**
Compensations fiscales	**-1,0%**	**-5,1%**	**0,3%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**
Dotations	**0,5%**	**4,1%**	**-1,2%**	**0,0%**	**0,0%**	**-0,2%**
inflation	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*	*1,00%*